

**eurostat**



---

**MÉTHODOLOGIE DE LA BALANCE  
DES PAIEMENTS DE LA FRANCE**

---

**BALANCE OF PAYMENTS  
METHODOLOGY OF FRANCE**

---

**1984**



DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS STATISTISKE KONTOR  
STATISTISCHES AMT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN  
ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ  
STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
OFFICE STATISTIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
ISTITUTO STATISTICO DELLE COMUNITÀ EUROPEE  
BUREAU VOOR DE STATISTIEK DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

L-2920 Luxembourg — Tél. 43011 — Téléx: Comeur Lu 3423  
B-1049 Bruxelles, Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi (Bureau de liaison) — Tél. 235.11.11

Denne publikation kan fås gennem de salgssteder, som er nævnt på omslagets tredje side i dette hæfte.

Diese Veröffentlichung ist bei den auf der dritten Umschlagseite aufgeführten Vertriebsbüros erhältlich.

Την έκδοση αυτή μπορείτε να την προμηθευτείτε από τα γραφεία πωλήσεων τα οποία αναφέρονται στην τρίτη σελίδα του εξωφύλλου.

This publication is obtainable from the sales offices mentioned on the inside back cover.

Pour obtenir cette publication, prière de s'adresser aux bureaux de vente dont les adresses sont indiquées à la page 3 de la couverture.

Per ottenere questa pubblicazione, si prega di rivolgersi agli uffici di vendita i cui indirizzi sono indicati nella 3ª pagina della copertina.

Deze publikatie is verkrijgbaar bij de verkoopkantoren waarvan de adressen op blz. 3 van het omslag vermeld zijn.

---

**MÉTHODOLOGIE DE LA BALANCE  
DES PAIEMENTS DE LA FRANCE**

---

**BALANCE OF PAYMENTS  
METHODOLOGY OF FRANCE**

---

**1984**

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage  
Cataloguing data can be found at the end of this publication

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1984

ISBN 92-825-4266-1

Cat.: CA-40-84-084-2A-C

© CECA — CEE — CEEA, Bruxelles-Luxembourg, 1984

*Printed in the FR of Germany*

## **Avant-propos**

Le présent document a pour objet de décrire les concepts, définitions et méthodes utilisés pour l'établissement de la balance des paiements française. Il a été élaboré par la Banque de France en collaboration avec l'Office statistique des Communautés européennes.



## Table des matières

<i>Introduction</i> .....	7
0.1 Bref historique .....	7
0.2 Description générale du système d'information français .....	7
<i>Chapitre I — Les principes fondamentaux</i> .....	11
1.1 La définition des «résidents» et des «non-résidents» .....	11
1.2 Les principes de valorisation des flux .....	12
1.3 L'enregistrement des transactions .....	12
1.4 L'unité de compte et la technique de conversion .....	13
1.5 La structure des postes .....	13
<i>Chapitre II — Les transactions courantes: Définition et contenu des rubriques de la balance courante</i> .....	15
<i>Chapitre III — Mouvements de capitaux: Définition et contenu des rubriques de la balance des capitaux</i> .....	21
<i>Chapitre IV — Présentations analytiques utilisées en France</i> .....	29
<i>Chapitre V — Ventilation géographique</i> .....	31
<i>Chapitre VI — Comparaison entre la balance des paiements et le compte du «Reste du Monde» de la comptabilité nationale française</i> .....	33
<i>Annexes</i> .....	41
Annexe 1: La balance des paiements de la France, présentation nationale .....	43
Annexe 2: Correspondance entre la présentation nationale et celle du FMI .....	47
Annexe 3: Répertoire économique .....	55





# Introduction

## 0.1 Bref historique

La première publication officielle d'une balance des paiements complète de la France date de l'année 1945. Les autorités monétaires ont établi ce document pour satisfaire à leurs obligations internationales, vis-à-vis du Fonds monétaire international en particulier, et à la nécessité de suivre l'application de la réglementation des changes et l'évolution des ressources en devises dans la phase de reconstruction de l'économie française.

L'établissement de ce document, qui recouvrait à l'origine les opérations financières entre la zone franc et l'extérieur, était de la compétence de l'Office des Changes. Cet office a été supprimé par le décret 59-1438 du 21 décembre 1959 et ses attributions relatives à la confection de la balance des paiements ont été transférées à la Banque de France.

Jusqu'en 1961, la balance des paiements recouvrait les opérations entre la zone franc et les pays tiers; de 1962 à 1965, cette balance a été décomposée en deux sous-ensembles:

- la balance de la France métropolitaine avec les pays hors de la zone franc,
- la balance du reste de la zone franc avec ces mêmes pays.

En 1966, seul le premier ensemble a été publié. En 1967, le document a retracé les opérations entre la France (y compris les départements et territoires d'outre-mer) et l'étranger (y compris les pays de la zone franc).

Depuis 1972, pour répondre au souhait du FMI, la balance française est présentée sur la base des transactions, bien que les sources statistiques demeurent fondées avant tout sur un recensement des règlements.

## 0.2 Description générale du système d'information français

Les sources utilisées sont de trois ordres:

### a) Les déclarations de règlements

Elles proviennent:

- des banques intermédiaires agréées qui sont tenues de rendre compte des transferts qu'elles ont réalisés entre résidents et non-résidents;
- d'autres personnes morales privées qui, par dérogation aux règles du contrôle des changes, sont autorisées à détenir directement des avoirs à l'étranger ou à utiliser des procédures de compensation multilatérale dans leurs règlements avec l'étranger. Les personnes morales du secteur privé qui établissent de tels comptes rendus sont désignées par le terme de «déclarants directs»;
- du secteur public.

En nombre comme en montants, l'essentiel des déclarations provient des banques. Selon les dispositions réglementaires en vigueur, les transferts entre les clients résidents et tous les non-résidents (clients et correspondants) doivent transiter en effet par les intermédiaires agréés, qui sont eux-mêmes tenus d'en rendre compte à la Banque de France.

Les opérations de trésorerie des intermédiaires — prêts ou emprunts, arbitrages sur leurs avoirs en devises — sont déclarées sur des relevés particuliers où sont retracés les flux des comptes de correspondants étrangers des banques résidentes et sur des états qui reprennent les soldes des créances et engagements de chaque banque à une date déterminée.

### b) Les statistiques du commerce extérieur

Ce sont les statistiques du commerce spécial publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects.

### c) Les données relatives aux crédits commerciaux

Ces données proviennent:

- des banques pour les crédits acheteurs,
- de la Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE) pour les crédits fournisseurs refinancés par cet organisme,
- de l'exploitation, à l'aide d'un modèle statistique, du cadre financier des formulaires douaniers pour les crédits fournisseurs non refinancés à la BFCE, les crédits à l'importation à long terme, les crédits commerciaux à court terme et les avances à la commande.

Ce modèle statistique, dont la présentation détaillée a été faite dans le numéro 14 des Cahiers économiques et monétaires publiés par la Banque de France, permet de résoudre de façon globale le problème du passage des règlements aux transactions de marchandises. Le modèle reconstitue dans un premier temps une série de règlements théoriques comprenant les règlements comptant, les avances à la commande, les règlements à crédit. Dans un second temps, il ventile sur les trois titres de la balance des paiements l'écart observé entre ces règlements théoriques et les règlements recensés:

- transactions courantes, poste «autres biens et services», qui reprend le biais statistique positif affectant systématiquement les séries des règlements

d'exportations et d'importations; ce biais représente des marchandises et des services non appréhendés ou mal recensés;

- capitaux à long terme, rubrique «crédits fournisseurs-autres» reprenant les crédits fournisseurs non refinancés par la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et rubrique «crédits commerciaux à l'importation»;
- capitaux à court terme, rubriques des «crédits commerciaux à l'exportation et à l'importation», des «prêts, avoirs et avances à et de l'étranger» (c'est-à-dire les avances à la commande reçues et versées) et, enfin, ligne «autres crédits et termaillage» qui reprend les modifications des termes de paiement nées du non-respect des échéances contractuelles.

*Les données de balance des paiements sont établies par la Banque de France pour le compte du Ministère de l'Économie et des Finances, qui assure leur publication. Les statistiques sont élaborées sur une base trimestrielle, d'abord en données provisoires, puis en données définitives.*

Le tableau ci-après permet de connaître les diverses publications, leur contenu et leurs dates de parution.

L'ensemble du système de recensement est à l'heure actuelle en cours de révision. Le nouveau système pourrait être mis en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987.

### Publications relatives à la balance des paiements de la France

Périodicité	Contenu	Titre	Document de publication	Sources	Parution
Annuelle	— Commentaires — Données annuelles provisoires en masses et en soldes	(chapitre consacré à la balance des paiements)	Compte rendu présenté à M. le Président de la République au nom du Conseil Général de la Banque de France par M. le Gouverneur	Banque de France	Avril
	— Commentaires — Données définitives rétropolées annuelles et trimestrielles en masses et soldes. Note méthodologique Annexes: Règlements par pays et zones; capitaux à long terme	La balance des paiements de la France	Rapport annuel	Banque de France et Ministère de l'Économie et des Finances	Septembre
	— idem (hors annexes)	Annexes	Annexes au Rapport annuel	idem	idem
		La balance des paiements de la France (reprise in extenso du document précédent)	Statistiques et études financières	Ministère de l'Économie et des Finances	Décembre
Semestrielle	Commentaires — Données provisoires en soldes	La balance des paiements au ... semestre	Bulletin trimestriel de la Banque de France	Banque de France	Décembre Juin
Trimestrielle	Évaluation des transactions courantes	Résultats du commerce extérieur au mois...	Communiqué	Min. de l'Économie et des Finances et Ministère du Commerce Extérieur	Janvier Avril Juillet Octobre
	Commentaires — Données estimées en masses et soldes	La balance des paiements de la France au cours du ... trimestre	Communiqué (repris le plus souvent dans «les Notes Bleues»)	Ministère de l'Économie et des Finances	Mars Juin Septembre Décembre
	Données en masses et soldes commentaires	La balance des paiements au cours du ... trimestre	Statistiques et études financières	idem	
	Données en soldes	Annexe statistique — Tableaux	Bulletin trimestriel de la Banque de France	Banque de France	
	Données en soldes	Données trimestrielles Balance des paiements	Bulletin mensuel de statistiques	INSEE	



## Chapitre I — Les principes fondamentaux

La balance des paiements française est un état statistique dont l'objet est de recenser sous une forme comptable les flux économiques et financiers intervenus entre résidents et non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle est ventilée par type d'opérations et secteurs.

Cette définition générale doit être précisée sur plusieurs points:

- la définition des «résidents» et des «non-résidents»
- les principes relatifs à l'évaluation
- les principes déterminant la période d'enregistrement des transactions
- l'unité de compte et la technique de conversion
- la structure des comptes.

### 1.1 La définition des «résidents» et des «non-résidents»

En général, sont considérés comme résidents d'un pays les personnes physiques et morales dont le centre d'intérêt économique se trouve dans ce pays, qu'elles aient ou non la nationalité du pays en question.

Des problèmes se posent pour les personnes dont le séjour est transitoire ou la durée de résidence courte.

Pour les besoins de la balance des paiements, les définitions suivantes sont retenues:

#### *Personnes physiques résidentes:*

- les personnes de nationalité française qui demeurent en France et les personnes de nationalité étrangère qui y résident depuis deux ans au moins <sup>(1)</sup>, à

l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui restent non-résidents quelle que soit la durée de leur mission;

- les fonctionnaires français en poste à l'étranger (civils ou militaires).
- les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident;
- les personnes de nationalité française, résidant habituellement en France et qui sont envoyées à l'étranger, quelle que soit la durée de leur mission — au titre de la coopération culturelle et technique — par l'État, les établissements publics ou les organismes subventionnés par l'État à cet effet;
- les personnes de nationalité française qui sont établies à l'étranger depuis moins de deux ans.

Cette définition est celle retenue pour le contrôle des changes; elle est de ce fait simple à mettre en œuvre par les banques intermédiaires agréées. La différence avec le concept de résidence du FMI porte sur:

- les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident pour un an au moins (résidents pour la France, non-résidents pour le FMI),
- les autres personnes physiques qui émigrent pour un an au moins conservent pendant deux ans, vis-à-vis de la réglementation française, leur résidence dans le pays qu'elles viennent de quitter; pour le FMI, elles deviennent immédiatement résidentes du pays d'immigration.

#### *Personnes morales résidentes:*

- les personnes morales pour leurs seuls établissements situés en France à l'exception des représentations de gouvernements étrangers (ambassades,

<sup>(1)</sup> Les ressortissants de la Communauté économique européenne peuvent opter pour la qualité de résident dès leur établissement en France. Pour les ressortissants des autres pays, les autorités financières peuvent accorder l'autorisation d'opter pour la qualité de résident avant le délai de deux ans.

- consulats ou unités d'armée étrangère) et des organismes internationaux de caractère intergouvernemental;
- les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Contrairement aux recommandations du FMI, les «établissements situés en France» comprennent le personnel et l'équipement que les entreprises établies en France envoient sur leurs chantiers ou zones de prospection à l'étranger; ils ne comprennent pas le personnel et l'équipement que les entreprises établies à l'étranger envoient sur leurs chantiers ou zones de prospection en France. L'application stricte du principe de résidence aux unités économiques des chantiers et zones de prospection nécessiterait des enquêtes statistiques qui sont actuellement impossibles à mettre en œuvre.

#### *Non-résidents*

Par «non-résidents» on entend les personnes physiques et morales qui ne répondent pas aux conditions fixées ci-dessus. En particulier sont considérés comme «non-résidents»:

- les membres des corps diplomatiques et consulaires étrangers et des forces armées étrangères établies en France;
- le personnel étranger des organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France;
- les représentations des gouvernements étrangers (telles que les ambassades, consulats et unités militaires) installées en France;
- les organismes internationaux à caractère intergouvernemental installés en France.

Les notions de «résidents» et de «non-résidents» ne se conçoivent que par rapport à un territoire déterminé.

Au titre des définitions ci-dessus, il faut entendre par «France»:

- les départements de la France métropolitaine,
- la principauté de Monaco,

- les départements et les territoires d'outre-mer (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion, St-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, îles Wallis et Futuna), plus loin désignés par le sigle DOM-TOM.
- la collectivité territoriale de Mayotte.

Tous les autres pays constituent l'étranger (ou «Extérieur»).

### **1.2 Les principes de valorisation des flux**

La quatrième édition du Manuel de la balance des paiements du FMI recommande la valorisation des transactions au prix du marché.

Les inscriptions de la balance des paiements française, dont les sources sont des déclarations de règlements, retiennent le montant de ceux-ci pour les transactions autres que sur marchandises. Pour ces dernières, ce sont les données douanières qui sont prises en compte.

Les statistiques du commerce extérieur sont établies selon le «Code de l'évaluation» du GATT, c'est-à-dire en valeurs transactionnelles sauf lorsqu'il s'agit de troc, de transactions entre siège et succursales ou entre entreprises affiliées, ou de transactions non commerciales. Dans ces cas, les valeurs sont établies en fonction des prix observés sur le marché ou à partir des coûts réels de fabrication. Lorsque les statistiques du commerce sont transposées dans la balance des paiements, la valeur des transactions entre sièges et succursales et entre autres entreprises affiliées est ramenée à la valeur transactionnelle déclarée en douane.

L'assistance technique sous forme de détachement de personnel est évaluée au montant de ses coûts principaux, c'est-à-dire les salaires et charges sociales y afférents.

### **1.3 L'enregistrement des transactions**

La quatrième édition du Manuel de la balance des paiements recommande d'enregistrer le flux au moment où a lieu le

changement de propriété des biens ou créances, les prestations de services ou l'arrivée à échéance de revenus, des contributions obligatoires et des remboursements de créances, etc.

a) enregistrement des transactions sur marchandises

Les flux de marchandises sont enregistrés à la date du passage à la douane française, date acceptée comme une approximation satisfaisante de la date du changement de propriété.

La méthodologie française restant fondée sur un enregistrement des «règlements», les divergences entre les chiffres douaniers et les règlements déterminent les variations des crédits commerciaux comptabilisés dans les rubriques correspondantes de capitaux à long ou à court terme.

b) enregistrement des transactions sur services

Les flux de services sont enregistrés soit à la date de leur règlement, soit dans le cas où ils ont donné lieu à crédits commerciaux, à la date de la transaction avec le pays partenaire concerné.

c) enregistrement des autres opérations

Le principe est d'enregistrer celles-ci à la date de leur règlement. Dans le cas parti-

culier des transferts unilatéraux, l'inscription en balance se fait à la date où a été enregistrée l'opération de contrepartie sur biens, services ou capitaux.

#### 1.4 L'unité de compte et la technique de conversion

La balance des paiements est établie en francs; cependant, les transactions en devises sont d'abord comptabilisées dans la monnaie de règlement puis converties en francs sur la base du cours moyen constaté durant la période de référence.

Les flux de capitaux à long et à court terme enregistrés par le secteur bancaire et le secteur public (réserves officielles) sont d'abord calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée, puis valorisés au cours moyen trimestriel de la devise contre franc. Cette méthode permet d'éliminer l'incidence du flottement des monnaies sur la variation des encours.

#### 1.5 La structure des postes

Les principales catégories utilisées dans le schéma de la balance française sont présentées ci-après en regard des groupes de composantes standards du FMI.

<i>France</i>	<i>FMI</i>
I Transactions courantes	I Transactions courantes
A. Marchandises	A. Biens, services et revenus
B. Services	
C. Autres biens et services	
D. Transferts unilatéraux	B. Transferts sans contrepartie
II Capitaux à long terme	II Capitaux
A. Crédits commerciaux	A. Capitaux autres que les réserves
B. Investissements directs	● Investissements directs (y compris les comptes à court terme)
C. Autres investissements	● Investissements de portefeuille (long terme)
D. Prêts	● Autres capitaux à long terme (ventilés par secteur et forme)
E. Investissements de portefeuille	● Autres capitaux à court terme (ventilés par secteur et forme)
III Capitaux à court terme	
A. Secteur privé non bancaire	
B. Secteur bancaire	B. Réserves
C. Secteur public	
IV Erreurs et omissions	III Erreurs et omissions nettes

Les postes, lignes et rubriques de la balance française sont analysés dans les chapitres 2 et 3. La présentation détaillée de la balance française est reproduite à l'annexe I; sa transposition dans le schéma du FMI figure à l'annexe II; le répertoire économique, qui reprend l'ensemble des codes de transactions utilisés pour dresser la balance des paiements de la France, est reproduit à l'annexe III ainsi que le tableau de regroupement de ces codes sous les intitulés retenus dans la présentation nationale de la balance des paiements.

La ventilation sectorielle distingue trois secteurs, qui correspondent à ceux que recommande le FMI:

- le secteur public qui comprend l'État,

les collectivités locales, les établissements administratifs, les institutions monétaires centrales se composant de l'institut d'émission et du Fonds de stabilisation des changes (secteur officiel pour le FMI) et les services des PTT pour leur intervention dans le transfert des fonds entre résidents et non-résidents (partie du secteur des banques de dépôts pour le FMI),

- le secteur bancaire (secteur des banques de dépôts, qui y inclut, en outre, les PTT, pour le FMI), qui regroupe l'ensemble des banques,
- le secteur privé non bancaire (autres secteurs pour le FMI), qui se compose des entreprises non bancaires et des ménages.



## Chapitre II — Les transactions courantes: Définition et contenu des rubriques de la balance courante

Les « transactions courantes » regroupées sous le titre I de la balance des paiements française sont les flux de valeurs économiques autres que les éléments financiers et les contreparties des valeurs économiques de toute nature fournies ou acquises sans réciprocité. Elles sont réparties en quatre postes: marchandises, services, autres biens et services, transferts unilatéraux.

Les postes, lignes et rubriques de ce titre sont décrits ci-après. Les concordances et différences entre ceux-ci et les postes standards de la présentation du FMI sont indiquées à l'annexe II.

### A. MARCHANDISES

#### 1 EXPORTATIONS-IMPORTATIONS

Cette ligne est servie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction Générale des Douanes. Avant d'être enregistrées en balance, ces informations subissent un certain nombre de corrections:

*Corrections tenant à une différence d'assiette territoriale*

Pour l'établissement de la balance des paiements, la France comprend le territoire métropolitain et les départements et territoires d'outre-mer. Dans les statistiques douanières du commerce extérieur, le champ statistique correspondant à la France se compose exclusivement du territoire métropolitain.

Les échanges entre la France métropolitaine et les départements et territoires d'outre-mer doivent donc être déduits des exportations et importations françaises telles qu'elles sont recensées par les statistiques douanières, mais il convient, en revanche, d'ajouter à ces dernières les échanges des départements et territoires

d'outre-mer avec tous les pays autres que la France.

*Corrections tenant à des critères d'enregistrement différents*

Les services douaniers relèvent tous les mouvements de marchandises franchissant la frontière française, dès lors que leur montant est supérieur au seuil de 2 000 F. La balance des paiements, en revanche, a pour vocation de recenser les transferts de propriété entre résidents et non-résidents, quels qu'en soient les montants. Trois corrections sont donc apportées aux chiffres douaniers:

a) Élimination des opérations n'ayant pas donné lieu à transfert de propriété. Il s'agit notamment des biens en transit, en admission temporaire sous crédit-bail, ou destinés à subir un travail à façon. Certains échanges d'équipement entre filiales de sociétés multinationales sont compris actuellement par les douanes dans les opérations temporaires ne donnant pas lieu à transfert de propriété; les flux de cette nature qui devraient, selon le Manuel du FMI, être traités comme des exportations (importations) contre créances (engagements) d'investissement direct, sont, en l'absence d'information sur leurs montants, exclus des chiffres du commerce extérieur français.

b) Élimination d'opérations sans paiement avec transfert de propriété. On ne retient de cette catégorie que les dons publics, dont les montants sont connus par d'autres sources.

c) Addition de la valeur estimée des importations et exportations dont le montant unitaire est inférieur à 2 000 F.

*Corrections tenant à des modalités différentes de valorisation des opérations*

a) Dans la balance des paiements, les transactions sur marchandises doivent être évaluées sur une base FOB tant à l'importation qu'à l'exportation, puisque les services liés au commerce extérieur

(transports des marchandises, assurances, etc.) sont comptabilisés sous d'autres rubriques. Les chiffres d'importation établis par les douanes étant en valeur CAF, il est nécessaire de déduire de ces chiffres le montant des frais d'expédition (assurances et transports) qui s'y trouve inclus.

- b) Dans certains cas, l'Administration, des Douanes retient, dans les statistiques du commerce extérieur, des valeurs sur biens importés différentes de celles que les importateurs devront effectivement régler à leurs fournisseurs. De manière à assurer la cohérence entre le poste marchandises établi à partir des statistiques douanières et les règlements de marchandises recensés par ailleurs, il est procédé à une rectification afin d'annuler l'effet de la correction apportée par les Douanes à la valeur transactionnelle de l'échange. Cette correction déroge quelque peu au principe de valorisation des prix du marché retenu par le FMI.

## 2 NÉGOCE INTERNATIONAL

Sont recensés sous cette ligne les règlements afférents:

- aux achats de marchandises à l'étranger non suivis d'importation et à la revente de ces marchandises à l'étranger;
- aux achats et aux ventes à des étrangers de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français;
- aux achats dans un pays étranger de marchandises destinées à équiper un chantier de grands travaux ouvert à l'étranger par une entreprise française; la revente éventuelle de ces marchandises à la fin du chantier est également enregistrée sous ce poste;
- aux prises et aux dénouements de positions sur les marchés à terme de marchandises, qu'il s'agisse d'opérations initiées par les résidents sur les marchés à terme étrangers ou les

non-résidents sur les bourses de commerce de Paris, Roubaix ou du Havre.

## B. SERVICES

### 1 FRAIS ACCESSOIRES SUR MARCHANDISES

Cette ligne reprend les règlements afférents aux frais de toute nature accessoires aux exportations et aux importations (transports, assurances, commissions autres que bancaires, ristournes, rabais, etc.), qui ne peuvent faire l'objet d'une codification économique plus précise.

### 2 TRANSPORTS MARITIMES

Cette ligne regroupe:

- les règlements de frais de transport de marchandises par voie de mer;
- les règlements relatifs à l'affrètement de navires et aux comptes d'escale de navires français dans les ports étrangers et de navires étrangers dans les ports français;
- les achats de billets de passage de non-résidents auprès de compagnies résidentes et de résidents auprès de compagnies non résidentes;
- la fraction estimée des coûts d'expédition maritime incluse dans les règlements de marchandises, en fonction des taux de fret publiés par la Douane.

### 3 TRANSPORTS AUTRES

Cette ligne reprend:

- les règlements de services réciproques que se rendent les compagnies ferroviaires; ils correspondent pour l'essentiel aux recettes et dépenses enregistrées par la Société nationale des chemins de fer français dans ses rapports avec chacune des compagnies ferroviaires étrangères;
- les règlements afférents aux transports routiers;
- les règlements de fret fluvial, d'affrètement de péniches, chalands, etc.,

les recettes et dépenses, à l'étranger, des marins résidents et, en France, des marins non résidents et des compagnies de transport fluvial étrangères ainsi que les variations de solde des comptes de trafic des compagnies françaises de transport fluvial;

- les règlements afférents aux transports aériens:
  - affrètement d'aéronefs;
  - recettes et dépenses, à l'étranger, des compagnies aériennes françaises et, en France, des compagnies aériennes étrangères;
- les règlements relatifs à l'utilisation de gazoducs et d'oléoducs;
- la fraction estimée des coûts d'expédition non maritime inclus dans les règlements de marchandises en fonction des taux de fret publiés par la Douane.

#### 4 ASSURANCES

Sont inscrits, à cette ligne, les règlements relatifs aux primes, indemnités et recours d'assurance:

- versés et reçus par les résidents qui ont souscrit des contrats auprès de compagnies non résidentes ou qui bénéficient de tels contrats;
- reçus ou versés par les compagnies résidentes en exécution de contrats souscrits par des non-résidents ou dont bénéficient des non-résidents;
- relatifs aux opérations de réassurance; y est également inscrite la fraction estimée des primes d'assurances sur transports de marchandises incluses dans les règlements de marchandises.

#### 5 GRANDS TRAVAUX

Cette ligne regroupe les règlements concernant:

- les frais de fonctionnement et bénéfices de chantiers (dragage de ports, construction de barrages, travaux publics, etc.);
- les dépenses de prospection minière et forages pétroliers effectuées à l'étran-

ger par des entreprises résidentes, ou en France par des entreprises non-résidentes.

Les recettes relatives à des services financés par des crédits fournisseurs à moyen et à long terme autorisés par la Banque Française du Commerce Extérieur sont prises en compte sur la base des transactions.

#### 6 COOPÉRATION TECHNIQUE

Cette ligne enregistre les règlements relatifs aux frais d'études, de plans et de recherches, d'assistance technique, de mise en place et de montage de machines ou d'usines (ingénierie). Les recettes relatives à des services financés par des crédits fournisseurs à moyen et à long terme autorisés par la Banque Française du Commerce Extérieur sont prises en compte sur la base des transactions.

#### 7 TRAVAIL À FAÇON

Cette ligne enregistre les règlements concernant les travaux de transformation, raffinage de pétrole, traitement des métaux ou de produits textiles, etc., et les frais de réparation de petit matériel.

#### 8 BREVETS ET REDEVANCES

Il s'agit:

- des cessions de brevets, marques, droits de priorité, modèles d'utilité et modèles industriels,
- des redevances versées périodiquement pour brevets, marques, droits de priorité, modèles d'utilité et modèle industriels, au propriétaire qui en a cédé par contrat l'exploitation ou l'utilisation,

Les recettes relatives à des cessions de brevets et modèles qui sont financées par des crédits fournisseurs à moyen et à long terme autorisés par la Banque Française du Commerce Extérieur sont prises en compte sur la base des transactions.

#### 9 SERVICES DE GESTION

Sous cette ligne figurent les participations des filiales ou succursales aux frais

de gestion de leur maison-mère et le financement des frais de gestion de groupements d'intérêts économiques internationaux et d'établissements contrôlés de toute nature (agences, bureaux, comptoirs, etc.).

## 10 INTÉRÊTS, DIVIDENDES ET AUTRES REVENUS DU CAPITAL

Cette ligne enregistre les règlements afférents aux revenus des capitaux dont les variations figurent aux titres II et III de la balance des paiements, à l'exclusion des capitaux du secteur public.

En recettes, elle reprend les transferts de revenus des capitaux investis ou prêtés à l'étranger par des résidents; en dépenses, les transferts de revenus de capitaux investis en France ou prêtés à des résidents par des non-résidents.

Les dépouillements sont effectués sous les codes économiques ci-après:

### a) Coupons et dividendes

Sont enregistrés dans cette catégorie les règlements relatifs aux revenus de valeurs mobilières.

### b) Revenus d'investissements directs

Sont repris notamment les règlements afférents aux revenus de sociétés de personnes ou d'établissements n'ayant pas la personnalité morale (succursales) situés à l'étranger et appartenant à des résidents (recettes) ou situés en France et appartenant à des non-résidents (dépenses).

### c) Intérêts sur prêts de/à la clientèle

Sont recensés ici les règlements afférents aux revenus des prêts, emprunts, placements ou crédits du secteur privé, et notamment les intérêts sur crédits fournisseurs.

### d) Intérêts sur placements et crédits bancaires

Cette rubrique regroupe les règlements afférents aux revenus de prêts, em-

prunts, placements ou crédits du secteur bancaire français (intérêts sur crédits acheteurs notamment).

-

## 11 SALAIRES ET AUTRES REVENUS DU TRAVAIL

Cette ligne reprend:

- les salaires proprement dits (sous toutes leurs formes, y compris gages, traitements, etc.) transférés par les employeurs au nom des salariés;
- les cachets d'artistes, les honoraires perçus par les membres des professions libérales, les tantièmes et jetons de présence;
- les salaires versés en francs sur ressources budgétaires aux coopérants français en poste à l'étranger; ces salaires constituent la contrepartie de l'inscription du don au débit de la ligne «Transferts unilatéraux du secteur public»;
- les transferts qu'entraîne accessoirement l'emploi de la main-d'œuvre étrangère au titre des avantages sociaux ayant un caractère légal ou privé: allocations familiales, prestations de Sécurité Sociale, retraites, rentes aux accidentés du travail, etc.

## 12 VOYAGES

Cette ligne enregistre:

- au crédit, les dépenses en France des non-résidents effectuées au titre de leurs frais de séjour à l'occasion de voyages touristiques, voyages d'affaires et voyages officiels ainsi que les frais engagés lors de séjours prolongés (cure, scolarité, etc.),
- au débit, les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les règlements recensés sont constitués par:

- des transferts bancaires déclarés sous cette ligne,
- des cessions et achats de devises aux guichets des intermédiaires,

- des reprises de billets de banque français aux banques et instituts d'émission étrangers.

consulaires, recettes d'administrations diverses, civiles ou militaires).

### 13 SERVICES DIVERS

Cette ligne enregistre les règlements afférents à tous les services qui ne sont pas repris ailleurs. Les dépouillements sont effectués sous cinq codes économiques:

- frais bancaires,
- redevances cinématographiques,
- annulations non commerciales,
- loyers et autres règlements sur marchandises en crédit-bail,
- services divers.

Ce dernier code enregistre des règlements se rapportant à des opérations économiques déterminées. Parmi ceux-ci, revêtent une importance particulière:

- les droits d'auteur,
- les frais de publicité, y compris les frais de participation aux foires, congrès, expositions,
- les règlements des soldes des comptes de trafic entre les Postes et Télécommunications et les administrations postales étrangères, les recettes et dépenses à l'étranger des entreprises françaises de radio-télévision.

### 14 RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Cette ligne enregistre les règlements gouvernementaux courants qui ne sont pas repris ailleurs. Elle comporte deux rubriques:

- a) les intérêts des placements et emprunts publics. Ces règlements se rapportent aux intérêts des investissements publics à l'étranger et des emprunts publics contractés à l'étranger, ainsi qu'aux intérêts de placements réalisés à l'étranger par les institutions monétaires centrales;
- b) les recettes et dépenses administratives diverses (postes diplomatiques et

### 15 DÉPENSES ET RECETTES DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

Cette ligne enregistre essentiellement:

- les recettes et dépenses des postes diplomatiques et consulaires étrangers et les dépenses administratives des organismes internationaux effectuées en France,
- des dépenses des gouvernements étrangers effectuées en France à titre civil ou militaire.

### C. AUTRES BIENS ET SERVICES

Ce poste reprend la correction du biais statistique estimé par confrontation des déclarations de règlements avec les séries douanières (voir supra, les données relatives aux crédits commerciaux, p. 8). L'origine des écarts entre les déclarations des intermédiaires et les transactions douanières peut être recherchée dans des imprécisions de déclarations bancaires, mais elle peut aussi être liée à des imperfections dans les statistiques douanières.

### D. TRANSFERTS UNILATÉRAUX

Ce poste comporte deux lignes:

1. Secteur privé
2. Secteur public.

#### 1 SECTEUR PRIVÉ

Les opérations du secteur privé sont ventilées suivant les deux rubriques suivantes:

- a) Transferts d'économies des travailleurs

Cette rubrique reprend les montants transférés par les travailleurs étrangers en France et les travailleurs français à l'étranger, y compris un montant estimatif de transferts vers l'étranger effectués sous la forme de billets de banque de la

zone franc; elle exclut les transferts de salaires effectués par les employeurs pour compte de leurs salariés, qui sont repris à la ligne «Salaires et autres rémunérations du travail».

Elle comprend les transferts à l'étranger de salaires perçus en France par les coopérants français en poste à l'étranger. Ces derniers transferts financent les dépenses courantes des coopérants (des fonctionnaires résidents) dans le pays où ils sont en poste.

#### b) Autres opérations

Les règlements enregistrés ici sont afférents aux dons, collectes et secours en faveur de personnes physiques ou morales, aux transferts des biens de migrants, liquidations de succession, donations et dots, réparations de dommages non couverts par un contrat d'assurance, cautions et indemnités pour résiliation de

contrats, prix littéraires, artistiques ou scientifiques, impôts, taxes et droits, etc.

## 2 SECTEUR PUBLIC

Sont inscrits à cette ligne:

- les dons en espèces ou en nature reçus de non-résidents ou octroyés à des non-résidents (gouvernements, organismes internationaux, entreprises ou particuliers) par le Gouvernement français, notamment l'aide alimentaire, les dépenses de coopération, les contributions françaises au FED, les bourses françaises octroyées à des étrangers;
- les contributions du Gouvernement français au budget administratif des organismes internationaux;
- les recettes et dépenses des entreprises résidentes au titre du système de péréquation de la CECA.

## Chapitre III — Mouvements de capitaux: Définition et contenu des rubriques de la balance des capitaux

La balance française établit en premier lieu une distinction entre les mouvements de capitaux à court terme et les mouvements de capitaux à long terme.

Le titre II de la balance des paiements française, «capitaux à long terme», enregistre les flux des créances et des engagements extérieurs dont l'échéance initiale est supérieure à un an.

Le titre III, «capitaux à court terme», retrace les flux nets des créances et des engagements extérieurs ayant au maximum un an d'échéance initiale; il comprend la variation de la position monétaire à court terme entre le début et la fin de la période considérée, en distinguant les créances et engagements en francs ou en devises et en éliminant l'incidence du flottement des monnaies sur les composantes en devises.

Les postes, lignes et rubriques de ces titres sont décrits ci-après. Les concordances et différences entre ceux-ci et les postes standards de la présentation du FMI sont indiquées à l'annexe II.

### LES CAPITAUX À LONG TERME

Ce titre comprend cinq postes:

- A. Crédits commerciaux,
- B. Investissements directs,
- C. Autres investissements du secteur public,
- D. Prêts,
- E. Investissements de portefeuille.

#### A. CRÉDITS COMMERCIAUX

Ils se subdivisent en deux lignes suivant qu'ils se rapportent au financement d'exportations ou d'importations. Les montants repris dans ces lignes ne concernent, par principe, que la part en capital des paiements d'échéance.

#### 1 CRÉDITS À L'EXPORTATION

D'une manière générale ces crédits sont inscrits:

- au débit, pour les mises en place de la période;
- au crédit, pour les remboursements.

Ils sont répartis en deux rubriques:

##### a) Crédits acheteurs.

Cette rubrique enregistre les mises en place et remboursements des crédits acheteurs à moyen et à long terme accordés à des clients non résidents par le secteur bancaire français, ainsi que les crédits-relais (paiements progressifs) qui peuvent les précéder.

Elle se subdivise en deux sous-rubriques:

- les crédits acheteurs libellés en francs,
- les crédits acheteurs libellés en devises;

##### b) Crédits fournisseurs

Cette rubrique comptabilise les crédits commerciaux à l'exportation accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents; elle comporte deux rubriques:

- les «crédits fournisseurs-refinancés à la BFCE», qui reprennent les crédits d'une durée initiale supérieure à dix-huit mois bénéficiant de la procédure de refinancement à la Banque Française du Commerce Extérieur;
- les «crédits fournisseurs-autres» qui abritent l'écart entre:
  - le montant total des crédits fournisseurs, calculé au moyen d'un modèle statistique fondé sur les informations tirées du cadre financier des déclarations douanières,
  - les crédits fournisseurs refinancés à la BFCE.

## 2 CRÉDITS À L'IMPORTATION

Cette ligne comptabilise les mises en place et les remboursements de crédits accordés par des non-résidents à des importateurs français. L'estimation des montants enregistrés en balance résulte de l'exploitation du cadre financier des formulaires douaniers au moyen du modèle statistique.

## B. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs privé et bancaire.

### 1 INVESTISSEMENTS DIRECTS FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Cette ligne reprend:

*au débit*, les opérations afférentes:

- à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à une personne physique;
- à la souscription d'actions en nombre suffisant — lors de la constitution de sociétés non résidentes — pour assurer le contrôle de ces sociétés par des résidents, particuliers ou sociétés;
- à l'achat d'actions de sociétés non résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer à des résidents, particuliers ou sociétés, le contrôle de ces sociétés;
- à l'achat de biens immobiliers par les sociétés et particuliers résidents (les achats de biens immobiliers du secteur public sont compris au poste C défini infra);
- aux prises de participation au capital d'entreprises n'ayant pas la forme de sociétés pas actions lorsque ces opérations ont pour résultat la naissance d'un droit de contrôle sur la gestion;
- au financement des déficits d'exploitation des filiales et des succursales ou des entreprises contrôlées n'ayant pas la forme de sociétés par actions;
- au financement des films en coproduction;

- aux prêts à long terme entre maisons mères et filiales.

*au crédit*, la liquidation de ces investissements.

En pratique, la notion de contrôle est difficile à appréhender. Les montants retenus en balance des paiements correspondent, en fait, aux opérations considérées comme investissements directs par les autorités administratives. La définition du «contrôle» est celle retenue par le contrôle des changes, lorsque la participation prise par le résident est supérieure ou égale à 20% du capital de la société concernée; la définition ci-dessus est élargie lorsque la transaction financière permet d'exercer à l'intérieur de la société contrôlée les pouvoirs de direction, quel que soit le montant de la participation.

### 2 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN FRANCE

Les explications données ci-dessus pour les mouvements de capitaux de résidents sont applicables, mutatis mutandis, à ceux des non-résidents, à une exception près: les achats (ventes) immobilier(e)s en France de secteurs publics non résidents sont repris à cette ligne.

## C. AUTRES INVESTISSEMENTS — SECTEUR PUBLIC

Ce poste enregistre:

*au débit*, les règlements afférents aux mouvements de capitaux gouvernementaux à long terme effectués à l'étranger qui ne relèvent pas des postes A et D: achats de titres étrangers, achats ou constructions d'immeubles, participations au capital d'organismes internationaux non monétaires. En pratique, les inscriptions ne comprennent guère que ce dernier type d'investissement.

*au crédit*, la liquidation de ces investissements.



## D. PRÊTS

Les opérations enregistrées sous ce poste sont classées selon trois critères:

- origine française ou étrangère du prêt: prêt à l'étranger, prêt de l'étranger;
- le secteur résident partie à l'opération: secteur privé non bancaire, secteur bancaire, secteur public;
- pour le secteur bancaire, la monnaie dans laquelle l'opération est libellée: francs ou devises.

### 1 PRÊTS À L'ÉTRANGER

#### a) Secteur privé non bancaire

Cette rubrique enregistre les mises en place (débit) et les remboursements (crédit) de prêts à plus d'un an d'échéance initiale. Les opérations portant sur des obligations ne sont pas inscrites ici, mais au poste «investissements de portefeuille».

#### b) Secteur bancaire

Sont repris ici, en distinguant les opérations en francs de celles en devises, les prêts à plus d'un an d'échéance initiale consentis par les banques françaises à des non-résidents. Les mouvements sont enregistrés sur une base nette: ils sont inscrits au débit si les mises en place sont supérieures aux remboursements, et au crédit dans le cas contraire. Les opérations sur des obligations ne sont pas inscrites ici, mais au poste «investissements de portefeuille».

#### c) Secteur public

Cette rubrique enregistre les règlements afférents:

- aux prêts à plus d'un an d'échéance initiale consentis par le secteur public français (débit) à des gouvernements étrangers, des organismes internationaux – à l'exclusion du FMI <sup>(1)</sup> – ou à d'autres non-résidents; les opérations sur des obligations ne sont pas inscrites ici, mais au poste «investissements de portefeuille».
- au remboursement de ces prêts (crédit);

## 2 PRÊTS DE L'ÉTRANGER

Les explications mentionnées ci-avant sont applicables à cette rubrique, mutatis mutandis.

## E. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Ce poste recense les opérations des trois secteurs en distinguant les opérations de résidents sur valeurs mobilières étrangères de celles des non-résidents sur valeurs mobilières françaises.

### 1 OPÉRATIONS DE RÉSIDENTS SUR VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES <sup>(2)</sup>

Sont recensés:

*au débit*, les achats ou souscriptions de toutes valeurs mobilières étrangères (actions, parts, obligations, fonds d'État, etc.) effectués par les résidents, quel que soit le secteur auquel ils appartiennent (privé non bancaire, bancaire, public);

*au crédit*, les ventes de ces valeurs mobilières, leur remboursement par amortissement, ainsi que la vente de tous droits attachés à ces titres.

### 2 OPÉRATIONS DE NON-RÉSIDENTS SUR VALEURS MOBILIÈRES FRANÇAISES <sup>(3)</sup>

Sont recensés:

*au débit*, les achats ou souscriptions par des non-résidents aux valeurs mobilières (actions, parts, obligations, fonds d'État, etc.) émises par des résidents, quel que soit le secteur auquel ils appartiennent.

*au crédit*, les ventes de ces valeurs mobilières, leur remboursement par amortissement, ainsi que la vente de tous droits attachés à ces titres.

## LES CAPITALS À COURT TERME

Ce titre est divisé en trois postes selon que l'opérateur appartient au:

<sup>(1)</sup> Toutes les opérations avec le FMI sont incluses dans la position à court terme du Secteur Public.

<sup>(2)</sup> A l'exclusion de celles reprises sur la ligne «Investissements directs français à l'étranger».

<sup>(3)</sup> A l'exclusion de celles reprises sur la ligne «Investissements directs étrangers en France».

- A. secteur privé non bancaire,
- B. secteur bancaire,
- C. secteur public.

Les mouvements de capitaux à court terme sont généralement inscrits sur une base nette: leur mode habituel de calcul, à partir des encours enregistrés au début et à la fin d'un trimestre, ne permet pas leur recensement sur une base brute. Les exceptions à ce principe sont signalées lors de l'examen du contenu de chacune des rubriques.

## A. SECTEUR PRIVÉ NON BANCAIRE

Ce poste se compose de trois lignes:

- Crédits commerciaux,
- Prêts,
- Autres crédits et termaillage.

### 1 LES CRÉDITS COMMERCIAUX

Les opérations enregistrées sur cette ligne résultent de l'exploitation des données figurant dans le cadre financier des formulaires douaniers au moyen du modèle statistique.

La ligne est ventilée en deux rubriques, «crédits à l'exportation» et «crédits à l'importation».

### 2 LES PRÊTS

a) La rubrique «prêts, avoirs et avances à l'étranger» reprend le solde net des éléments suivants qui sont disponibles séparément:

- les règlements bancaires relatifs à des prêts et avances à court terme de résidents du secteur privé non bancaire à des non-résidents, subdivisés en:
  - règlements entre maisons-mères et filiales,
  - autres règlements;
- la variation nette des avoirs en compte courant des «déclarants directs» auprès de filiales non résidentes (voir supra: Introduction, Sources utilisées, Les déclarations de règlements);

- les avances à la commande à l'importation;
- les règlements bancaires et une estimation des mouvements de billets de la zone franc relatifs à des constitutions et liquidations d'avoirs de résidents du secteur privé non bancaire en dépôts et titres à court terme.

b) La rubrique «prêts, avoirs et avances de l'étranger» comprend les mêmes éléments, mutatis mutandis, que la ligne précédente, à l'exception des constitutions et liquidations d'avoirs sous forme de dépôts et de titres à court terme, car ces avoirs de non-résidents sont des créances sur les deux autres secteurs résidents.

## 3 LES AUTRES CRÉDITS ET TERMAILLAGE

Cette ligne représente l'impact sur les mouvements de capitaux à court terme du jeu des termes de paiements non contractuels (voir supra: Introduction, Les données relatives aux crédits commerciaux).

## B. SECTEUR BANCAIRE

Ce poste reprend les variations des avoirs et des engagements à court terme, en francs et en devises, des intermédiaires agréés vis-à-vis de l'extérieur.

### 1 CRÉANCES ET ENGAGEMENTS EN FRANCS

– Créances:

Les chiffres repris à cette rubrique retracent les mouvements des soldes débiteurs des comptes en francs de non-résidents, c'est-à-dire des créances en francs détenues par des banques françaises sur l'étranger.

– Engagements:

Ces chiffres retracent les mouvements des soldes créditeurs des comptes en francs ouverts chez les intermédiaires au nom de non-résidents, personnes physiques ou personnes morales.

## 2 CRÉANCES ET ENGAGEMENTS EN DEVICES

### — Créances:

Les chiffres enregistrés à cette rubrique retracent les mouvements de l'ensemble des créances libellées en devises détenues par le secteur bancaire sur l'étranger.

### — Engagements:

Cette rubrique relate les mouvements des avoirs en devises inscrits au nom de non-résidents chez les intermédiaires.

## C. SECTEUR PUBLIC

### 1 AVOIRS À COURT TERME ET À VUE

Les avoirs du secteur public sont ventilés en cinq rubriques:

#### a) Réserves officielles

Cette rubrique retrace les variations des avoirs en or et en devises de la Banque de France et du Fonds de Stabilisation des Changes, à l'exclusion de l'incidence des réévaluations semestrielles.

Elle correspond au total net des postes FMI «or monétaire» et avoirs de réserve en devises, postes qui doivent être ventilés sur les rubriques «variations globales», «contreparties des réévaluations» et «contrepartie des monétisations/démonétisations de l'or». (Les monétisations/démonétisations d'or sont actuellement nulles en France).

#### b) Créances sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire

Cette rubrique retrace la variation de la position créditrice de la France vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire, à l'exclusion de l'incidence des réévaluations semestrielles.

#### c) Créances sur le Fonds Monétaire International

Il s'agit des créances brutes du Trésor public sur le FMI, c'est-à-dire du total de la quote-part souscrite par la France et des

prêts effectués par elle dans le cadre des Accords généraux d'emprunt.

Sont donc inscrits en augmentation de ces créances (au débit de la rubrique) les versements de la France:

- liés aux augmentations de sa quote-part;
- lui incombant lors de l'apurement des ajustements comptables avec le FMI. Ce dernier entend en effet maintenir à une valeur constante en DTS ses avoirs dans les différentes monnaies; donc, quand le franc s'est déprécié par rapport au DTS entre deux arrêts annuels au 30 avril, le Trésor français doit revaloriser les avoirs en francs du FMI par un versement en francs (pour le FMI l'inscription au débit de la balance française n'est pas une augmentation d'avoir, mais une contrepartie comptable de l'augmentation du compte d'engagement);
- au titre de sa participation à la mise en œuvre des Accords généraux d'emprunt au profit d'un pays tiers.

Viennent en diminution de ces créances (et donc au crédit de la rubrique) les versements que recevrait la France à l'occasion:

- d'une éventuelle réduction de son quota,
- d'un ajustement en sa faveur lors de l'apurement des comptes en francs du FMI au 30 avril (même remarque, mutatis mutandis, que pour l'inscription d'ajustement au débit de cette rubrique),
- d'un remboursement effectué par un pays tiers sur un prêt auquel notre pays aurait participé dans le cadre des Accords généraux d'emprunt.

#### d) Droits de tirage spéciaux

Cette rubrique enregistre:

- au débit (augmentation des avoirs), les acquisitions de droits de tirage spéciaux par la France,
- au crédit (diminution des avoirs), les utilisations de droits de tirage spéciaux à quelque titre que ce soit.

**e) Autres créances**

Cette rubrique comprend le mouvement des avances ou crédits, en francs ou en devises, accordés par le secteur public à des non-résidents et les variations des avoirs en devises du secteur public autres que ceux détenus par la Banque de France et le Fonds de Stabilisation des Changes (avoirs des payeurs du Gouvernement français à l'étranger et diverses créances du Trésor et de l'Administration des Postes et Télécommunications), à l'exclusion de l'incidence des réévaluations semestrielles.

**2 ENGAGEMENTS À COURT TERME ET À VUE**

Les engagements du secteur public font l'objet de quatre rubriques:

**a) Engagements envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire**

Cette rubrique retrace la variation de la position débitrice de la France vis-à-vis du Fonds Européen de Coopération Monétaire, à l'exclusion de l'incidence des réévaluations semestrielles.

**b) Engagements envers le Fonds Monétaire International**

Cette rubrique relate les mouvements des comptes en francs ouverts dans les livres de la Banque de France au nom du Fonds Monétaire et ceux des bons du Trésor conservés sous dossier de cet organisme. Il s'agit:

- du règlement au FMI de la fraction de la quote-part française payable en monnaie nationale;
- des versements complémentaires effectués lors des arrêtés de compte annuels lorsque le franc français s'est déprécié par rapport au DTS; ces opérations se traduisent par une augmentation des engagements inscrite au crédit de la présente rubrique et ont pour contrepartie, dans la balance des paiements française, une inscription au débit de la rubrique «créances sur

le Fonds Monétaire International» (voir supra);

- du versement de francs par le FMI à la suite de l'appréciation du franc par rapport au DTS entre deux arrêtés de comptes annuels; ces opérations se traduisent par une diminution des engagements inscrite au débit de la présente rubrique et ont pour contrepartie, dans la balance des paiements française, une inscription au crédit de la rubrique «créances sur le Fonds Monétaire International» (voir supra);
- des montants en francs versés par la France pour l'acquisition de devises lors des opérations de tirages;
- du rachat par la France des francs remis au FMI à l'occasion des tirages;
- des sommes en francs prélevées par le Fonds Monétaire pour être mises à la disposition des pays tiers procédant à des tirages; ces francs sont normalement virés à un compte au nom de l'institut d'émission du pays bénéficiaire ouvert dans les livres de la Banque de France; ce virement se traduit dans la balance des paiements par:
  - un débit à la ligne «engagements envers le FMI du poste Secteur public,
  - une augmentation des engagements en francs vis-à-vis de l'institut d'émission bénéficiaire du transfert, enregistrée au crédit de la ligne «autres engagements» de ce même poste,
- des montants en francs versés au Fonds Monétaire par des pays tiers en remboursement de leurs tirages; cette opération est l'inverse de la précédente;
- des francs que la France pourrait être amenée à verser en cas de nouvelles cessions d'or par le Fonds;
- des recettes et dépenses administratives en francs du Fonds Monétaire.

**c) Allocations de droits de tirage spéciaux**

Les inscriptions enregistrées ici sont la contrepartie des droits de tirage spéciaux attribués à la France, lors des créations

de réserves que sont les allocations générales.

d) Autres engagements

Cette rubrique enregistre la variation:

- des dépôts en devises effectués par des institutions monétaires centrales et des organismes internationaux chez

les institutions monétaires centrales françaises (à l'exclusion de l'incidence du flottement des monnaies);

- des engagements en francs (en compte ou sous la forme de bons du Trésor sous dossier) du secteur public vis-à-vis des instituts d'émission et des organismes internationaux autres que le FMI.



## Chapitre IV — Présentations analytiques utilisées en France

La présentation nationale de la balance des paiements de la France est analytiquement neutre. Elle est reproduite dans le rapport annuel «La balance des paiements de la France», sous le titre «Balance générale» et figure sous cette forme à l'annexe I de la présente note. Cette présentation fait cependant apparaître les soldes partiels suivants:

- transactions courantes,
- capitaux à long terme,
- capitaux à court terme.

Dans les documents publiés, cette présentation est complétée par une balance dite «hors intermédiation», qui ne prend pas en compte les opérations d'intermédiation en devises des banques: emprunts

à l'extérieur (émissions d'obligations, autres emprunts à court et à long terme) destinés à financer des prêts soit à des non-résidents, soit à des résidents. Dans le cas d'intermédiation au profit de non-résidents, emprunts et prêts des banques résidentes sont exclus de la balance des paiements «hors intermédiation»; dans l'autre cas, les emprunts extérieurs des banques sont reclassés dans la balance «hors intermédiation» comme des emprunts extérieurs directs du secteur privé non bancaire ou du secteur public.

Les autorités françaises laissent aux commentateurs éventuels le soin de privilégier tel ou tel solde dans leur analyse de la balance des paiements.





## Chapitre V — Ventilation géographique

La balance des paiements d'un pays ventilée géographiquement retrace les transactions de ce pays, d'une part, avec, d'autre part, ses principaux partenaires repris individuellement ou regroupés par zones géographiques.

Dans la balance française des paiements, la ventilation géographique est cadrée sur le schéma de l'OSCE. Toutefois, certains autres regroupements sont aussi disponibles: pays d'Amérique latine, pays de la zone franc, etc.

*L'affectation géographique* des opérations peut être fondée sur les critères suivants:

- la résidence de la partie étrangère participant directement à la transaction (applicable à tous les types de transactions);
- la résidence du partenaire réel (flux et revenus de capitaux canalisés par des intermédiaires) ou, pour les marchandises, le pays d'origine ou de destination;
- la résidence du créancier ou du débiteur étranger (applicable aux mouvements de capitaux);
- la monnaie dans laquelle une transaction est effectuée (pour certaines opérations relevant des postes «Voyages» et «Revenus du capital»).

Les balances géographiques de la France sont établies selon les principes énumérés ci-dessus appliqués de la façon suivante à la balance des paiements sur la base des règlements:

### 1) *Transactions courantes*

- marchandises: les «flux réels» déterminent la ventilation; les importations de marchandises sont enregistrées dans la balance du pays dont les marchandises sont originaires et les exportations dans la balance du pays où

elles sont expédiées (dernière destination connue);

- services et transferts unilatéraux: pour toutes les opérations, on retient en général la résidence du bénéficiaire ou donneur d'ordre non résident du règlement bancaire de la transaction (il existe un certain nombre d'exceptions à ce critère de résidence);
- revenus du capital: les coupons et les intérêts sur placements et crédits bancaires sont ventilés suivant la monnaie; les autres catégories de revenus le sont en fonction du pays partenaire;
- voyages: les achats et ventes de billets et chèques de voyage étrangers sont ventilés selon la monnaie, et les reprises de billets français sont allouées en fonction du pays de provenance;
- recettes et dépenses inférieures à 10 000 FF: elles sont enregistrées dans la balance du pays correspondant à la monnaie utilisée.

### 2) *Capitaux non monétaires*

La ventilation géographique des capitaux non monétaires suit, dans la mesure du possible, le principe de la résidence du créancier ou du débiteur étranger. La principale exception à l'application de ce principe est l'affectation géographique des investissements directs au pays de résidence du co-contractant.

### 3) *Capitaux monétaires*

Ces capitaux, lorsqu'ils sont en devises, sont affectés au pays de leur monnaie d'expression et, lorsqu'ils sont en francs, au pays de résidence du créancier ou débiteur non résident. La ventilation des capitaux monétaires en devises selon le critère créancier/débiteur est indiquée dans les commentaires publiés dans le rapport annuel «La balance des paiements de la France».



## Chapitre VI — Comparaison entre la balance des paiements et le compte du «Reste du Monde» de la comptabilité nationale française

Les relations entre la France et l'extérieur sont retracées par deux documents distincts, la balance des paiements et le compte du «Reste du Monde» intégré au système des comptes nationaux. Depuis la mise en place, en 1976, du Système élargi de comptabilité nationale, la balance des paiements est devenue le compte de référence du compte du «Reste du Monde» et, dans toute la mesure du possible, ce dernier est «calé» sur la balance des paiements.

Il subsiste cependant quelques différences conceptuelles, qui seront abordées avant de procéder à la comparaison, au demeurant succincte, entre les classifications des deux systèmes.

### 1 LES DIFFÉRENCES CONCEPTUELLES

Elles tiennent aux divergences de champ géographique et à la nature des documents.

#### *a) Le champ géographique*

Le champ géographique adopté par les services de la Comptabilité nationale n'est pas celui retenu par la Direction de la Balance des Paiements.

Pour la balance, il faut entendre par «France»:

- les départements de la France métropolitaine,
- la principauté de Monaco,
- les départements d'outre-mer (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon),
- les territoires d'outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et dépendances, îles Wallis et Futuna),
- la collectivité territoriale de Mayotte.

Pour la Comptabilité nationale, le territoire français ne comprend que les départements de la France métropolitaine et la

principauté de Monaco. Les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) sont en effet exclus du territoire économique, car «ils présentent des caractères économiques et sociaux très différents de ceux de la métropole, en dépit de leur statut politique».

Il résulte de ces définitions territoriales que:

- les échanges entre la France et les DOM-TOM ne sont pas repris dans la balance des paiements, mais ils le sont dans le compte du «Reste du Monde».
- les échanges entre les DOM-TOM et le «Reste du Monde» ne sont pas enregistrés dans le compte du «Reste du Monde», mais ils le sont dans la balance des paiements.

#### *b) Base transactions/base règlements*

Les chiffres douaniers servent de base à la fois au compte du «Reste du Monde» et à la balance des paiements. Cependant, alors que la Comptabilité nationale retient les chiffres du commerce extérieur tels qu'ils sont publiés, la balance des paiements, suivant les recommandations du FMI, y apporte plusieurs corrections (voir supra: chapitre 2).

#### *c) Autres divergences*

Le compte du «Reste du Monde» se place du point de vue des non-résidents, la balance des paiements du point de vue des résidents.

Ainsi, une exportation est une source de recettes pour la balance des paiements alors que, pour le compte du «Reste du Monde», il s'agit d'une dépense ou, plus précisément, d'un «emploi» (voir infra: «modes de comptabilisation»).

De même, un investissement étranger en France est une augmentation des engagements des résidents pour la balance des paiements, alors que pour le compte du

«Reste du Monde», il s'agit d'une augmentation de ses actifs.

### Modes de comptabilisation

Les opérations recensées en «crédits» et en «débits» par la balance des paiements sont comptabilisées par le compte du «Reste du Monde» en «emplois» et «ressources» (comptes non financiers) et en «variations d'actif» et «variations de passif» (comptes financiers). Ces variations d'actif et de passif relatent des flux nets, alors que les «emplois et ressources» décrivent des masses.

### Appréciation de la durée des prêts

La balance des paiements reprend dans les mouvements de capitaux à long terme les prêts d'une durée initiale de plus d'un an.

Dans le compte du «Reste du Monde», le long terme comprend les prêts et crédits d'une durée initiale supérieure à deux ans.

### Nomenclature

L'insertion des données de la balance des paiements dans le cadre de la Comptabilité nationale soulève de grandes difficultés: la nomenclature de la Comptabilité nationale est plus détaillée que celle de la balance des paiements, et les transactions sont regroupées différemment. Pour procéder à l'éclatement de certaines données de la balance des paiements, la Comptabilité nationale doit donc faire appel à d'autres sources d'information.

## 2 PASSAGE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AU COMPTE DU «RESTE DU MONDE»

Le compte retrace les opérations non financières, équivalent des transactions courantes, et les opérations financières qui décrivent les flux des mouvements de capitaux.

### A. LES OPÉRATIONS NON FINANCIÈRES

#### *Balance des paiements*

- Marchandises —————>
- Négoce international —————>
- Services —————>
- Transferts unilatéraux —————>

#### *Compte du «Reste du Monde»*

- Biens
- Services
- Consommation des ménages hors de leur pays de résidence
- Opérations de répartition

#### *a) Les biens*

Différentes modifications, déjà citées plus haut, affectent les chiffres de la balance des paiements. Il en est ainsi, par exemple:

- des opérations sans paiement,
- des échanges avec les DOM-TOM,
- de l'avitaillement (classé par la balance des paiements dans les transports.)

Les importations et exportations sans paiement, maintenues dans le compte du «Reste du Monde», font l'objet d'une écriture de contrepartie en opérations de répartition (transferts courants divers).

L'enregistrement des opérations conduit à un écart entre balance des paiements et compte du «Reste du Monde», qui est au poste «ajustement» du tableau économique d'ensemble.

**b) Les autres opérations courantes**

La notion de service dans le compte du «Reste du Monde» diffère de celle de la balance des paiements. En Comptabilité nationale, les opérations de services font l'objet d'un équilibre emplois-ressources (production + importation = emploi intérieur de la production + exportation) par produit selon la NAP (Nomenclature d'activités et de produits), comme cela est pratiqué pour les biens; lorsque cette ventilation n'est pas possible, les opérations d'invisibles de la balance des paiements se trouvent transcrites soit en consommation des ménages hors de leur pays de résidence, soit en opérations de répartition.

Ainsi, dans quelques cas, les lignes de la balance des paiements sont reprises presque sans modification: frais accessoires sur marchandises, transports maritimes, transports autre.

Dans d'autres cas, le passage est plus complexe. Les «voyages» et une partie des «recettes et dépenses des gouvernements français et étrangers» (enclaves territoriales) ne peuvent être ventilés par produits; ils figurent donc dans la consommation des ménages hors de leur pays de résidence.

## B. TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (TOF)

Ce compte reprend les mouvements de capitaux à long terme et à court terme.

**a) Capitaux à long terme**

Le compte du «Reste du Monde» comprend quelques ventilations complémentaires à celles de la balance des paiements, par exemple la ventilation des actifs et passifs de portefeuille en obligations et actions.

**b) Capitaux à court terme**

En ce qui concerne le secteur privé non bancaire, les divergences entre les deux systèmes sont mineures.

En revanche, pour les mouvements de capitaux du secteur bancaire, de nombreuses ventilations sont effectuées dans le TOF, selon la qualité des titulaires des comptes: clients, correspondants, organismes internationaux et selon la nature des opérations: dépôts à terme, bons négociables, etc., qui n'apparaissent pas dans la balance des paiements.

Les chiffres du secteur public sont transcrits d'un document à l'autre pratiquement sans changement.

Le déséquilibre comptable final du compte du «Reste du Monde» est le total des erreurs et omissions de la balance des paiements et de la différence «commerce DOM-TOM/étranger moins commerce DOM-TOM/France métropolitaine».

Pour conclure, il convient de souligner que, si le passage d'un document à l'autre n'est pas aisé, du moins le principe accordant valeur de référence aux indications de la balance des paiements est-il largement respecté (voir tableau ci-après).

*Tableau de raccordement entre le compte du Reste du Monde  
et la balance des paiements*

Compte du Reste du Monde	Références à la présentation nationale de la balance des paiements (Annexe I) (1)
<b>Opérations non financières</b>	<b>I Transactions courantes</b>
	moins: <ul style="list-style-type: none"> <li>• opérations DOM-TOM/étranger</li> <li>• ajustements du commerce extérieur non compensés par des ajustements en services</li> </ul>
	plus: <ul style="list-style-type: none"> <li>• opérations DOM-TOM/France métropolitaine</li> </ul>
<i>Consommation des ménages hors de leur territoire de résidence</i>	I.B.12 I.B.14, dépenses des ambassades, consulats, etc., et de leur personnel I.B.15
<i>Importations/exportations de biens (y compris le travail à façon, le processing pétrolier et les réparations)</i>	I.A.1 moins: l'ensemble des ajustements plus: <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avitaillement</li> <li>• les transformations et réparations telles qu'elles sont comprises dans le commerce extérieur</li> </ul>
<i>Importations/exportations de services</i>	
T 31. Services de transport  (dont transport maritime)	I.B.1 + 2 + 3, défobisés et moins l'assurance, l'avitaillement et les avances aux équipages (I.B.2. corrigé comme indiqué ci-dessus)
T 32. Télécommunications et postes	I.B.13, opérations des sociétés résidentes de radio et télévision et des Postes et Télécommunications
T 33. Services marchands rendus essentiellement aux entreprises	I.A.2 I.B.5, services fournis par l'entrepreneur à la quasi-société que constitue son chantier (études, gestion)  I.B.6 I.B.9 I.B.11, honoraires, tantièmes, jetons, cachets d'artistes I.B.13 moins: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les transformations et réparations</li> <li>• les opérations affectées à T 32, T 37, R 40</li> </ul>
T 36. Services d'assurances	I.B.1 défobisé, } pour la fraction re- assurance } présentant les ser- vices des Cies
T 37. Services des organismes financiers	I.B.4 I.B.13, services financiers

(1) Les références s'entendent après élimination de la différence de définition du territoire entre les deux systèmes (DOM-TOM).

*Tableau de raccordement entre le compte du Reste du Monde  
et la balance des paiements (suite)*

Compte du Reste du Monde	Références à la présentation nationale de la balance des paiements (Annexe I) <sup>(1)</sup>
<i>Opérations de répartition</i>	
R 10. Salaires et traitements bruts	I.B.11, salaires proprement dits, sauf ceux des coopérants (crédits), plus cotisations sociales  I.D.1.a plus estimation des cotisations sociales
R 20. Impôts liés à la production et à l'importation	I.D.2, prélèvements au profit de la CEE (y compris prélèvement droits de douane pour compte du FEOGA)
R 30. Subventions d'exploitation	I.C.2., subventions de la CEE reçues par les organismes résidents FORMA, ONIC, etc.
R 40. Revenus de la propriété et de l'entreprise	I.B.5., moins services affectés à T 33 I.B.8 I.B.10 I.B.13, droits d'auteur I.B.14, intérêts plus réintégration des retenues à la source
R 50. Opérations d'assurance dommages	I.B.1 défobisé } pour les montants non affectés à T 36 I.B.4
R 61. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	Contrepartie de la réintégration des retenues à la source dans R 40
R 64. Prestations sociales	I.B.11, prestations sociales  Contrepartie des cotisations sociales ajoutées dans R 10
R 67. Coopération internationale courante	I.D.2: ● contributions budgétaires aux organismes de la CEE ● subventions de la CEE à l'État ● dons français de coopération (contrepartie des salaires des coopérants)
R 68. Transferts privés internationaux	I.B.11, salaires des coopérants (qui sont considérés comme des non-résidents)  I.D.1.a
R 69. Transferts courants divers	I.D.1.b I.D.2., bourses, transferts divers autres que l'aide
R 70. Transferts en capital	I.D.2, aide

<sup>(1)</sup> Les références s'entendent après élimination de la différence de définition du territoire entre les deux systèmes (DOM-TOM).

**Tableau de raccordement entre le compte du Reste du Monde  
et la balance des paiements (suite)**

Compte du Reste du Monde	Références à la présentation nationale de la balance des paiements (Annexe I) (1)
<b>Opérations financières</b>	
<i>Moyens de paiements internationaux</i>	
F 01. Or	III.B.2.a, avoirs en or III.C.1.a, or
F 02. Droits de tirages spéciaux	III.C.1.d III.C.2.c
F 03. Comptes avec le FMI	III.C.1.c III.C.2.b
F 04. Devises	III.A.2.a, avoirs des ménages autres que prêts et avances III.B.2.a, billets et créances à vue sur correspondants III.B.2.b, engagements à vue envers cor- respondants III.C.1.a moins l'or III.C.1.b III.C.1.e, dépôts des payeurs de France
F 10. Monnaie	III.B.1.b, engagements à vue envers clients  III.C.2.d, dépôts en francs non affectés à F 24 et F 52
F 22. Dépôts à terme	II.D.2.b.1, comptes à terme de clients III.B.1.a, créances à court terme (sauf à vue) sur correspondants III.B.1.b, engagements à court terme (sauf à vue) envers correspondants
F 23. Bons non négociables	III.B.2.b, engagements en bons non né- gociables
F 24. Dépôts à modalités particulières	III.B.1.a, créances à vue sur correspon- dants III.B.1.b, engagements à vue envers cor- respondants III.C.2.d, dépôts en francs non affectés à F 10 et F 52
F 25. Dépôts en monnaie étrangère	II.D.2.b.2, comptes à termes de clients III.B.2.a, autres créances à court terme sur correspondants III.B.2.b, engagements à vue envers clients III.C.2.d, dépôts en monnaie étrangère auprès de la Banque de France
F 30. Bons négociables	III.B.2.a, avoirs en bons de trésors étran- gers

(1) Les références s'entendent après élimination de la différence de définition du territoire entre les deux systèmes (DOM-TOM).



**Tableau de raccordement entre le compte du Reste du Monde  
et la balance des paiements (suite)**

Compte du Reste du Monde	Références à la présentation nationale de la balance des paiements (Annexe I) <sup>(1)</sup>
F 40. Obligations	II.E.1, obligations II.E.2, obligations
F 51. Actions	II.B.1, actions II.B.2, actions II.E.1, actions II.E.2, actions
F 52. Autres participations	II.B.1, autres participations au capital social II.B.2, II.C. (essentiellement souscriptions aux organismes internationaux autres que le FMI) III.C.2.d, engagements de souscriptions envers des organismes inter- nationaux autres que le FMI
F 61. Prêts et avances à court terme	III.A.2.a, prêts et avances des ménages prêts, avoirs et avances des en- treprises III.A.2.b III.B.1.a, créances sur clients III.B.2.a, effets sur l'extérieur
F 63. Crédits commerciaux à court terme	III.A.1.a III.A.1.b
F 71. Prêts à moyen terme mobilisables	II.A.1.a, crédits acheteurs mobilisables
F 73. Prêts non mobilisables	II.B.1 II.B.2 II.D.1 II.D.2.a II.D.2.b.1 moins comptes clients affectés à F 22 II.D.2.b.2 moins comptes clients affectés à F 25 II.D.2.c
F 74. Crédits commerciaux à long terme	II.A.1.b
<b>Ajustement</b>	<b>Erreurs et omissions</b>  plus essentiellement, la contrepartie de la différence sur le champ couvert par les ex- portations/importations de marchandises

<sup>(1)</sup> Les références s'entendent après élimination de la différence de définition du territoire entre les deux systèmes (DOM-TOM).



**Annexes**



# Annexe 1: La balance des paiements de la France, présentation nationale

(chiffres pour 1982 en Mio de FF)

Titres - Postes - Lignes - Rubriques	Crédits	Débits	Soldes
<b>I. TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>1 178 739</b>	<b>1 258 064</b>	<b>- 79 325</b>
<b>A. Marchandises</b>	<b>720 943</b>	<b>823 079</b>	<b>-102 136</b>
1. Exportations et importations	598 892	702 717	-103 825
2. Négoce international	122 051	120 362	+ 1 689
<b>B. Services</b>	<b>377 601</b>	<b>343 286</b>	<b>+ 34 315</b>
1. Frais accessoires sur marchandises	8 002	16 560	- 8 558
2. Transports maritimes	19 777	21 939	- 2 162
3. Transports autres	41 899	39 734	+ 2 165
4. Assurances	9 805	10 092	- 287
5. Grands travaux	18 980	5 986	+ 12 994
6. Coopération technique	22 417	8 727	+ 13 690
7. Travail à façon	6 360	4 249	+ 2 111
8. Brevets et redevances	2 476	5 938	- 3 462
9. Services de gestion	8 506	4 246	+ 4 260
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	151 114	150 834	+ 280
11. Salaires et autres revenus du travail	10 458	12 970	- 2 512
12. Voyages	46 016	33 895	+ 12 121
13. Services divers	20 172	20 535	- 363
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	11 101	7 509	+ 3 592
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	518	72	+ 446
<b>C. Autres biens et services</b>	<b>47 886</b>	<b>29 091</b>	<b>+ 18 795</b>
<b>D. Transferts unilatéraux</b>	<b>32 309</b>	<b>62 608</b>	<b>- 30 299</b>
1. Secteur privé	8 214	21 106	- 12 892
a) Transferts d'économies des travailleurs	2 116	15 596	- 13 480
b) Autres opérations	6 098	5 510	+ 588
2. Secteur public	24 095	41 502	- 17 407
<b>II. CAPITAUX A LONG TERME</b>	<b>362 170</b>	<b>354 396</b>	<b>+ 7 774</b>
<b>A. Crédits commerciaux</b>	<b>43 994</b>	<b>74 186</b>	<b>- 30 192</b>
1. Crédits à l'exportation	40 498	71 557	- 31 059
a) Crédits acheteurs	23 351	50 020	- 26 669
1) en francs	(22 546)	(44 409)	(- 21 863)
2) en devises	( 805)	( 5 611)	(- 4 806)
b) Crédits fournisseurs	17 147	21 537	- 4 390
1) refinancés à la BFCE	( 7 699)	(11 653)	(- 3 954)
2) autres	( 9 448)	( 9 884)	(- 436)
2. Crédits à l'importation	3 496	2 629	+ 867

Titres - Postes - Lignes - Rubriques	Crédits	Débits	Soldes
<b>B. Investissements directs</b> . . . . .	<b>24 352</b>	<b>34 210</b>	<b>- 9 858</b>
1. Français à l'étranger . . . . .	6 100	26 233	- 20 133
2. Étrangers en France . . . . .	18 252	7 977	+ 10 275
<b>C. Autres investissements (Secteur public)</b> . . . . .		<b>1 892</b>	<b>- 1 892</b>
<b>D. Prêts</b> . . . . .	<b>56 821</b>	<b>54 728</b>	<b>+ 2 093</b>
1. Prêts à l'étranger . . . . .	2 399	35 731	- 33 332
a) Secteur privé non bancaire . . . . .	411	584	- 173
b) Secteur bancaire . . . . .		25 265	- 25 265
1) en francs* . . . . .		( 2 969)	(- 2 969)
2) en devises* . . . . .		(22 296)	(- 22 296)
c) Secteur public . . . . .	1 988	9 882	- 7 894
2. Prêts de l'étranger . . . . .	54 422	18 997	+ 35 425
a) Secteur privé non bancaire . . . . .	34 542	18 783	+ 15 759
b) Secteur bancaire . . . . .	5 642	44	+ 5 598
1) en francs* . . . . .		( 44)	(- 44)
2) en devises* . . . . .	( 5 642)		(+ 5 642)
c) Secteur public . . . . .	14 238	170	+ 14 068
<b>E. Investissements de portefeuille</b> . . . . .	<b>237 003</b>	<b>189 380</b>	<b>+ 47 623</b>
1. Opérations de résidents sur valeurs mobilières étrangères . . . . .	141 753	140 036	+ 1 717
2. Opérations de non-résidents sur valeurs mobilières françaises . . . . .	95 250	49 344	+ 45 906
<b>III. CAPITAUX A COURT TERME*</b>	<b>111 247</b>	<b>34 124</b>	<b>+77 123</b>
<b>A. Secteur privé non bancaire</b> . . . . .	<b>21 782</b>	<b>7 574</b>	<b>+14 208</b>
1. Crédits commerciaux:			
a) A l'exportation . . . . .		1 239	- 1 239
b) A l'importation . . . . .		2 864	- 2 864
2. Prêts:			
a) Prêts, avoirs et avances à l'étranger . . . . .		3 471	- 3 471
b) Prêts, avoirs et avances de l'étranger . . . . .	9 650		+ 9 650
3. Autres crédits et maillage . . . . .	12 132		+12 132
<b>B. Secteur bancaire</b> . . . . .	<b>53 392</b>	<b>23 566</b>	<b>+29 826</b>
1. Créances et engagements en francs:			
a) Créances . . . . .		2 887	- 2 887
b) Engagements . . . . .		2 539	- 2 539
2. Créances et engagements en devises:			
a) Créances . . . . .		18 140	-18 140
b) Engagements . . . . .	53 392		+53 392

Titres - Postes - Lignes - Rubriques	Crédits	Débets	Soldes
<b>C. Secteur public</b>	<b>36 073</b>	<b>2 984</b>	<b>+ 33 089</b>
1 Avoirs à court terme et à vue:			
a) Réserves officielles .....	21 366	.....	+ 21 366
b) Créances sur le FECOM .....	.....	.....	.....
c) Créances sur le FMI .....	.....	1 163	- 1 163
d) Droits de tirage spéciaux .....	1 384	.....	+ 1 384
e) Autres créances .....	.....	645	- 645
2. Engagements à court terme et à vue:			
a) Envers le FECOM .....	.....	1 176	- 1 176
b) Envers le FMI .....	1 269	.....	+ 1 269
c) Allocations de droits de tirage spéciaux .....	.....	.....	.....
d) Autres .....	12 054	.....	+ 12 054
<b>IV. ERREURS ET OMISSIONS</b>	.....	<b>5 572</b>	<b>- 5 572</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 652 156</b>	<b>1 652 156</b>	

\* Une inscription en «crédits» correspond à une diminution des avoirs ou à un accroissement des engagements.  
 Une inscription en «débits» correspond à un accroissement des avoirs ou à une diminution des engagements.






## Annexe 2: Correspondance entre la présentation nationale et celle du FMI

Entre la présentation française de la balance des paiements et celle du FMI, il existe un certain nombre de différences de classification ou de champ couvert. La plupart de ces différences peuvent être chiffrées, car elles correspondent à des transactions qui, soit peuvent être isolées dans les comptes rendus de règlements bancaires au moyen d'une codification spéciale, soit sont recensées à partir de sources spécifiques. Les montants de ces transactions sont communiqués au FMI sous la forme de détails supplémentaires complétant la présentation française. Le tableau qui suit indique comment le FMI construit sa présentation de la balance des paiements française à partir de ces données détaillées.

Il reste cependant trois différences qui ne peuvent pas être actuellement corrigées:

- les bénéfices réinvestis et leur contrepartie en investissements directs ne sont pas compris dans la balance des paiements française;
- la ligne «frais accessoires sur marchandises» ne comprend qu'une partie du fret et des primes d'assurance, le reste étant indistinctement inclus dans les postes de transport ou d'assurances;
- les services rendus aux passagers ne peuvent pas non plus être distingués parmi les transactions relatives à l'activité de transport.

Le problème de la ventilation des règlements des compagnies de transport en fret, services rendus aux passagers et autres est actuellement à l'étude dans le cadre d'une réforme statistique prévue pour 1987.

Présentation du FMI <sup>(1)</sup>	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
<b>Current account</b>	
<i>Goods, services and income</i>	
1/2. Merchandise F.O.B. Exports/imports F.O.B. in trade returns Adjustment for coverage French overseas areas — Additions — Deductions Oil for processing Non-monetary gold Freight and insurance Other	I.A.1  Tableau «Établissement de la ligne exportations-importations FOB/ FOB de la balance des paiements» dans les commentaires du fascicule annuel
3/4. Shipment	I.B.1
5/8. Other transportation	I.B.2/3
9/10. Travel	I.B.12
11/12. Reinvested earnings on direct investment	non compris
13/14. Other direct investment income	I.B.10, codes 322 et 323

<sup>(1)</sup> Le double numéro qui est affecté aux postes du «compte courant» du FMI (1/2 à 43/44) se réfère à deux lignes enregistrant chacune des inscriptions brutes, crédits sous le chiffre impair et débits sous le chiffre pair.

Présentation du FMI (1)	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
15/16. Other investment income of resident official	I.B.14, code 512
17/18. Other investment income of foreign official	non disponible, compris aux lignes 19/20 du FMI
19/20. Other investment income	I.B.10 non affecté supra
Other goods, services and income	I.B.11, exportation des services de coopération (salaires des coopérants)
21/22. Interofficial	
23/24. Other resident official	I.B.14 moins code 512
25/26. Other foreign official	I.B.15
27/28. Labor income	I.B.11 moins salaires reçus par les coopérants
29/30. Property income	I.B.8
31/32. Other private: Construction activity Merchandising Non-merchandise insurance Processing and repair Surveys and technical cooperation Other	I.B.5 I.A.2 I.B.4 I.B.7 I.B.6 I.B.9, I.B.13 et I.C.
<i>Unrequited transfers</i>	
33/34. Migrants' transfers	non disponibles, compris aux lignes 37/38 du FMI
35/36. Workers' remittance	I.D.1.a (comprenant au débit une partie des transferts des coopérants vers le pays d'affectation) qui devraient être reclassés à la ligne 24 du FMI)
37/38. Other private	I.D.1.b
39. Interofficial: credit	I.D.2 (crédit) moins péréquation CECA et versements des non-résidents
40. Interofficial: debit Development aid — Payments to EDF — Aid grants to franc area countries — Aid grants to other countries Payments to ECC	I.D.2 (débit), contribution au FED " dons aux pays de la zone franc " dons aux autres pays en voie de développement " contributions aux institutions européennes sauf au FED et non compris les versements de péréquation CECA " autres organismes internationaux
Contributions to budget of international organizations	"

(1) Le double numéro qui est affecté aux postes du «compte courant» du FMI (1/2 à 43/44) se réfère à deux lignes enregistrant chacune des inscriptions brutes, crédits sous le chiffre impair et débits sous le chiffre pair.

Présentation du FMI (1)	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
41/42. Other resident official	I.D.2. (débit) dons aux pays industrialisés (crédit) versements des non-résidents du secteur privé
43/44. Other foreign official	I.D.2. (crédit et débit) péréquation CECA
<b>Capital account</b>	
Capital excluding reserves	
<i>Direct investment abroad</i>	
45. Equity capital	II.B.1, codes 631, 632 et 634 moins code 622
46. Reinvestment of earnings	non compris
47. Other long-term capital	II.B.1, code 622
48. Other short-term capital	III.A.2.a, codes 613 et 614
<i>Direct investment in France</i>	
49. Equity capital	II.B.2, codes 731, 732 et 734 moins code 722
50. Reinvestment of earnings	non compris
51. Other long-term capital	II.B.1, codes 722
52. Other short-term capital	III.A.2.b, codes 713 et 714
<i>Portfolio investment</i>	
53-61. { Foreign securities French securities	II.E.1 II.E.2.
<i>Other long-term capital of resident official sector</i>	
62. Drawings on loans extended	II.D.1.c (débit)
63. Repayments on loans extended	II.D.1.c (crédit)

(1) Le double numéro qui est affecté aux postes du «compte courant» du FMI (1/2 à 43/44) se réfère à deux lignes enregistrant chacune des inscriptions brutes, crédits sous le chiffre impair et débits sous le chiffre pair.

Présentation du FMI	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
64. Other assets Subscriptions Other	II.C II.C
65. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	nul
66. Drawings on other loans received	II.D.2.c (crédit)
67. Repayments on other loans received	II.D.2.c (débit)
68. Other liabilities	nul
<i>Other long-term capital of deposit money banks</i>	
69. Drawings on loans extended	II.A.1.a (débit) II.D.1.b (inscriptions nettes lorsqu'elles sont au débit)
70. Repayments on loans extended	II.A.1.a (crédit) II.D.1.b (inscriptions nettes lorsqu'elles sont au crédit)
71. Other assets	nul
72. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in national currency	nul
73. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in foreign currency	nul
74. Drawings on other loans received	} II.D.2.b
75. Repayments on other loans received	
76. Other liabilities	nul
<i>Other long-term capital of other sectors</i>	
77. Drawing on loans extended Trade credits Other	II.A.1.b (débit) II.D.1.a (débit)
78. Repayments on loans extended Trade credits Other	II.A.1.b (crédit) II.D.1.a (crédit)

Présentation du FMI	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
79. Other assets	nul
80. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	nul
81. Drawings on loans received Trade credits Other	II.A.2 (crédit) II.D.2.a (crédit)
82. Repayments on loans received Trade credits Other	II.A.2 (débit) II.D.2.a (débit)
83. Other liabilities	nul
<i>Other short-term capital of resident official sector</i>	
84. Loans extended	nul
85. Other assets	III.C.1.e. moins avoirs de l'Office des Postes et Télécommunications et des payeurs de France à l'étranger
86. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	III.C.2.a  III.C.2.d, dépôts de banques centrales et de gouvernements étrangers, en francs ou en devises, auprès de la Banque de France et du Trésor
87. Other loans received	nul
88. Other liabilities Non-monetary international institutions — Securities — Deposits Other	} III.C.2.d, moins Office des Postes et Télécommunications et dépôts des banques centrales et gouvernements étrangers
<i>Other short-term capital of deposit money banks</i>	
89. Assets Post Office  Other claims in foreign currency Other claims in national currency	III.C.1.e, Office des Postes et Télécommunications III.B.2.a III.B.1.a

Présentation du FMI	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
90. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in national currency	} Compris au poste 92 du FMI
91. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in foreign currency	
92. Other liabilities Post Office  Other liabilities in foreign currency Other liabilities in national currency	
<i>Other short-term capital of other sectors</i>	
93. Loans extended	III.A.1.a III.A.2.a, moins les codes 613 et 614 (affectés au poste 48 du FMI) et 612 ( affecté infra) III.A.3, à l'exportation
94. Other assets	III.A.2, code 612
95. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	nul
96. Other loans received	} III.A.1.b III.A.2.b, moins les codes 713 et 714 (affectés au poste 52 du FMI) III.A.3 à l'importation
97. Other liabilities	nul
<b>RESERVES</b>	
<i>Monetary gold</i>	
98. Total change in holdings	III.C.1.a, or
99. Counterpart to monetization/demonetization	nul
100. Counterpart to valuation changes	nul (le poste 98 est actuellement servi par le FMI net du poste 100)

Présentation du FMI	Références à la présentation nationale (Annexe 1) et aux détails non publiés
<i>Special Drawings Rights (101-103)</i>	
101. Total change in holdings	III.C.1.d
102. Counterpart to allocation/cancellation	III.C.2.c
<i>Reserve position in the Fund (104 and 105)</i>	III.C.1.c } III.C.2.b } si la France détient une créance nette
<i>Foreign exchange assets</i>	III.C.1.a moins l'or, ventilé comme suit:
106. Total changes in holdings	– variation du solde exprimé en DTS aux cours de fin de période
107. Counterpart to valuation changes	– sous-total «foreign exchange assets» moins poste 106
<i>Other claims</i>	III.C.1.b. III.C.1.e, avoirs des payeurs de France à l'étranger
108. Total change in holdings	} voir postes 106 et 107
109. Counterpart to valuation changes	
<i>Use of Fund credit (110 and 111)</i>	III.C.1.c } III.C.2.b } si la France a un engagement net
<b>Net errors and omissions (112)</b>	IV





## Annexe 3: Répertoire économique

*Codification par les banques intermédiaires agréées*

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
011	<b>Exportations et importations</b>	Règlements de marchandises exportées ou importées, y compris le matériel militaire, les plans et dessins industriels afférents à des marchandises, les matériels et matériaux destinés à un chantier de grands travaux. Avances sur commandes de marchandises à exporter ou à importer. Les règlements relatifs à des opérations sur or sont exclus de cette rubrique (voir code 799).
013	<b>Exportations dans le cadre de crédits acheteurs</b>	Exportations réglées par utilisation de crédit acheteur.
014	<b>Travaux à façon et petites réparations</b>	Tous travaux de transformation, raffinage de pétrole, traitement des métaux, des produits textiles, etc. («processing») Frais de réparations de petit matériel.
015	<b>Frais accessoires commerciaux</b>	Frais accessoires de toute nature réglés par des exportateurs ou des importateurs résidents (transports, commissions autres que bancaires, ristournes, rabais, etc.).
016	<b>Remboursements de crédits commerciaux d'une durée initiale supérieure à 18 mois</b>	<b>Recettes:</b> Remboursements de crédits <b>fournisseurs</b> à l'exportation d'une durée initiale supérieure à 18 mois (débit de compte étranger: remboursement en provenance de l'étranger). <b>Dépenses:</b> Remboursements de crédits <b>commerciaux</b> à l'importation d'une durée initiale supérieure à 18 mois, consentis par une entreprise non résidente ou une banque non résidente (crédit de compte étranger: remboursement à destination de l'étranger).
019	<b>Annulations commerciales</b>	Règlements en annulation de paiements reçus ou effectués précédemment et repris aux rubriques ci-dessus. <b>NOTA.</b> — Sont repris aux rubriques 011 à 019 les règlements relatifs à des marchandises franchissant la frontière douanière française.
021	<b>Marchandises autres</b>	Achats de marchandises à un pays étranger sans importation en France mais avec règlement. Reventes de ces marchandises à un pays étranger avec règlement. Ventes et achats sur le territoire français de marchandises françaises à des non-résidents. Opérations de courtage international. <b>NOTA.</b> — Sont repris sous cette rubrique les règlements relatifs à des marchandises ne franchissant pas la frontière douanière française.

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>111</b>	<b>Voyages et séjours</b>	Achats et ventes de moyens de paiement «étranger», autres que les billets de banque étrangers, en couverture de frais de séjour des touristes étrangers en France et français à l'étranger, au titre des voyages officiels, des voyages d'affaires, des frais de délégation à des congrès ou manifestations privées non commerciales. Frais de scolarité et d'études. Frais de séjour dans des maisons de santé, cures médicales et autres séjours.
<b>112</b>	<b>Agences de voyage</b>	Tous paiements d'ordre ou en faveur des agences de voyages résidentes.
<b>115</b>	<b>Billets français</b>	Retraits ou versements de billets de banque français par débit ou crédit de comptes de clients non résidents.
<b>116</b>	<b>Billets étrangers</b>	Retraits ou versements de billets de banque étrangers par débit ou crédit de comptes de clients non résidents.
<b>211</b>	<b>Transports maritimes</b>	Affrètements de navires, billets de passage, frais d'escale, frets (à l'exclusion des règlements afférents aux comptes d'escale).
<b>212</b>	<b>Escales de navires français et étrangers</b>	Règlements afférents aux comptes d'escale (ou aux comptes courants d'escale) ouverts en France (navires étrangers) et à l'extérieur (navires français).
<b>221</b>	<b>Autres transports</b>	Paiements de frais de transports ferroviaires, routiers, fluviaux, aériens, par oléoducs et gazoducs.
<b>311</b>	<b>Assurances</b>	Règlements relatifs aux primes et aux indemnités et recours d'assurance: — versés ou reçus par les résidents qui ont souscrit des contrats auprès de compagnies non résidentes ou qui bénéficient de tels contrats; — reçus ou versés par les compagnies résidentes en exécution de contrats souscrits par des non-résidents ou dont bénéficient des non-résidents.
<b>315</b>	<b>Réassurances</b>	Tous règlements relatifs aux opérations de réassurances.
<b>321</b>	<b>Coupons et dividendes</b>	Coupons de valeurs mobilières (y compris remboursements dans le cadre des conventions de double imposition). Dividendes versés par les entreprises résidentes à leurs actionnaires non résidents et par les entreprises non résidentes à leurs actionnaires résidents. Dividendes des sociétés d'investissements et de portefeuille.

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>322</b>	<b>Revenus d'investissements directs</b>	<p>Bénéfices (autres que sous forme de dividendes) des établissements n'ayant pas la forme de sociétés par actions (succursale, agence, bureau, comptoir, etc.) versés à la société qui les contrôle.</p> <p>Prélèvements sur réserve libre des filiales.</p> <p>Bénéfices des sociétés dont le siège social est en France et l'exploitation à l'étranger, et des sociétés dont le siège social est à l'étranger et l'exploitation en France.</p> <p>Bénéfices d'établissements non résidents appartenant à des personnes physiques résidentes, ou d'établissements résidents appartenant à des personnes physiques non résidentes.</p> <p>Loyers et fermages de biens immobiliers.</p>
<b>324</b>	<b>Intérêts sur prêts de la clientèle</b>	<p>Intérêts sur hypothèques et autres droits immobiliers.</p> <p>Intérêts sur prêts privés — quelle que soit leur durée — entre résidents et non-résidents.</p> <p>Intérêts sur comptes ouverts chez les filiales et succursales au nom de la société qui les contrôle.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les intérêts sur placements et crédits bancaires repris à la rubrique 325.</p>
<b>325</b>	<b>Intérêts sur placements et crédits bancaires</b>	<p>Intérêts sur comptes «Étranger» ouverts chez les Inter-médiaires au nom de non-résidents (correspondants ou clients).</p> <p>Intérêts sur comptes «Étranger» ouverts au nom des Inter-médiaires chez leurs correspondants étrangers.</p> <p>Intérêts sur placements bancaires (emplois de trésorerie).</p>
<b>331</b>	<b>Salaires transférés par les employeurs</b>	<p>Salaires transférés directement par des employeurs résidents à leur personnel non résident.</p> <p>Salaires transférés par des employeurs non résidents (Organismes internationaux notamment) à leur personnel résident.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les rémunérations facturées par des entreprises à leurs clients pour services tels que frais de montage, etc., qui sont reprises à la rubrique 414.</p>
<b>333</b>	<b>Salaires transférés par les salariés</b>	<p>Transferts de salaire effectués par les salariés eux-mêmes à leur propre bénéfice ou en faveur de leur famille.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont repris à cette rubrique les transferts de salaire effectués par les employeurs pour le compte de leurs salariés.</p>

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>334</b>	<b>Autres revenus du travail</b>	Pensions, retraites, rentes, allocations familiales et autres prestations versées par les organismes publics français ou étrangers (notamment de Sécurité sociale). Pensions, retraites et rentes viagères privées à l'exception de celles versées par les compagnies d'assurances. Honoraires des membres des professions libérales. Tantièmes et jetons de présence. Cachets des artistes, comédiens et chanteurs, bourses sportives individuelles.
<b>341</b>	<b>Brevets et redevances de fabrication</b>	Cessions de brevets, marques, droits de priorité, modèles d'utilité et modèles industriels. Redevances versées périodiquement pour brevets, marques, droits de priorité, modèles d'utilité et modèles industriels, au propriétaire qui en a concédé par contrat l'exploitation ou l'utilisation (y compris «know-how»).
<b>412</b>	<b>Grands travaux</b>	Frais de fonctionnement et bénéfices de chantiers (dragage de ports, construction de barrages, travaux publics, etc.). Prospection et forages pétroliers effectués à l'étranger par une entreprise résidente, ou en France par une entreprise non résidente.  NOTA. — Sont exclus de cette rubrique les règlements de marchandises destinées à un chantier de grands travaux qui sont repris aux rubriques 011 ou 021.
<b>413</b>	<b>Services financés par crédits acheteurs</b>	Règlements de services en faveur de résidents, par utilisation de crédit acheteur.
<b>414</b>	<b>Frais d'études et de coopération technique</b>	Frais d'études, de plans et de recherches, d'assistance technique, de mise en place et montage de machines («engineering»), y compris les salaires des techniciens.
<b>418</b>	<b>Frais bancaires</b>	Frais bancaires et agios.  NOTA. — Sont exclus de cette rubrique les intérêts sur placements bancaires qui sont repris à la rubrique 325.
<b>423</b>	<b>Redevances cinématographiques</b>	Redevances réglées au titre de l'exploitation en France de films étrangers et à l'étranger de films français.

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>425</b>	<b>Frais de gestion et fonds de roulement</b>	Participations des filiales ou succursales aux frais de gestion de leur maison-mère. Financement des frais de gestion d'établissements contrôlés de toute nature (succursale, agence, bureau, comptoir, etc.) n'ayant pas de ressources propres. <b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les avances de trésorerie qui sont reprises aux rubriques 611 ou 711.
<b>426</b>	<b>Crédit-Bail</b>	Tous règlements (c'est-à-dire loyers et soultes) sur contrats de crédit-bail signés en France ou à l'étranger.
<b>429</b>	<b>Services divers</b>	<b>ORTF:</b> tous paiements d'ordre ou en faveur de l'ORTF. <b>Droits d'auteur:</b> droits d'exécution ou de reproduction des œuvres littéraires, théâtrales et musicales. <b>Publicité:</b> frais de publicité, participation aux foires, congrès ou expositions à caractère commercial. <b>Services autres:</b> réparations de navires ou d'aéronefs. Frais funéraires et d'entretien de sépultures civiles. Bénéfices ou frais d'entretien des tournées théâtrales, cirques ambulants et toutes entreprises itinérantes de spectacles. Frais d'entretien d'immeubles et propriétés. Tous autres paiements de services ne pouvant être classés dans une autre rubrique.
<b>431</b>	<b>Paiements inférieurs à 10 000 F (1)</b>	Recettes et dépenses de toute nature inférieures à 10 000 F.
<b>444</b>	<b>Annulations non commerciales</b>	Annulations d'opérations non commerciales, c'est-à-dire dont les règlements initiaux ont été repris à des rubriques autres que 011 à 019.
<b>511</b>	<b>Gouvernement français (2)</b>	Tous paiements d'ordre ou en faveur du Trésor public français. <b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les transferts effectués d'ordre ou pour compte des PTT qui sont à considérer comme Intermédiaire.
<b>521</b>	<b>Gouvernements étrangers (2)</b>	Recettes et dépenses de toute nature des postes diplomatiques étrangers en France. Entretien des troupes et délégations militaires étrangères en France. Autres paiements d'ordre ou au profit des gouvernements étrangers. <b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les impôts, taxes et droits divers payés par des résidents aux gouvernements étrangers et remboursements de trop-perçus sur ces droits qui sont repris à la rubrique 551.

(1) Les montants déclarés sous ce code sont estimativement ventilés par la Banque de France sur divers codes économiques.

(2) Les montants déclarés sous ces codes sont ventilés par la Banque de France à l'aide d'informations de sources exogènes.

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
551	<b>Prestations gratuites</b>	<p>Transferts de capitaux effectués par les immigrants ou émigrants au titre de la liquidation de leurs biens, meubles ou immeubles.</p> <p>Transferts consécutifs à des liquidations de successions, à des constitutions de dots, ou à des donations.</p> <p>Cotisations à des associations ou organisations à but non lucratif, et frais de ces groupements.</p> <p>Versements à titre de péréquation de prix prévue par des accords internationaux.</p> <p>Réparations de dommages, lorsque les risques ne sont pas couverts par un contrat d'assurance.</p> <p>Dommages de guerre et indemnités n'ayant pas le caractère de pensions, versés directement à des résidents par un gouvernement étranger.</p> <p>Cautions et indemnités pour résiliation de contrats.</p> <p>Prix littéraires, artistiques ou scientifiques, prix gagnés par les clubs sportifs, par les écuries de course, etc.</p> <p>Lots en espèces gagnés à des loteries.</p> <p>Contributions françaises aux frais de fonctionnement des organismes internationaux.</p> <p>Impôts, taxes et droits divers payés par des résidents aux gouvernements étrangers et remboursement de trop-perçus sur ces droits.</p> <p>Dons, collectes, secours en faveur de personnes physiques ou morales.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les transferts de salaires effectués par les salariés eux-mêmes à leur propre bénéfice ou en faveur de leur famille, qui sont repris à la rubrique 333.</p>
611	<b>Prêts à court terme</b>	<p><b>INVESTISSEMENTS PRIVÉS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER</b></p> <p>Prêts, d'une durée inférieure ou égale à un an, consentis par des résidents, personnes physiques ou personnes morales de droit privé, à tout non-résident.</p> <p>Avances consenties par des entreprises résidentes aux établissements non résidents qu'elles contrôlent.</p> <p>Remboursements de ces prêts et avances.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les opérations de trésorerie des Inter-médiaires.</p>
612	<b>Constitutions d'avois</b>	<p>Constitutions d'avois à l'étranger par des clients résidents: dépôts à vue, à terme, à préavis, bons de caisse, certificats de trésorerie, bons du Trésor étrangers, quelle qu'en soit l'échéance.</p> <p>Liquidations de ces avois.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les opérations de trésorerie des Inter-médiaires.</p>

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>621</b>	<b>Prêts à long terme</b>	<p>Prêts, d'une durée supérieure à un an, consentis par des résidents, personnes physiques ou personnes morales de droit privé, à tout non-résident.</p> <p>Prêts des sociétés pétrolières résidentes à leurs filiales ou succursales à l'étranger, alors même que ces dernières ont adhéré à une association en participation pour la recherche d'hydrocarbures à l'étranger.</p> <p>Remboursements de ces prêts.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les transferts de fonds ayant le caractère nettement défini de «dotation de succursale», qui sont repris à la rubrique 631;</li> <li>– les opérations de trésorerie des Intermédiaires.</li> </ul>
<b>631</b>	<b>Investissements directs (au sens du décret n° 67-78 du 27 janvier 1967 — art. 2-3°)</b>	<p>Constitutions à l'étranger d'investissements directs par des résidents, personnes physiques ou morales de droit privé.</p> <p>Dotations de succursales à l'étranger (y compris celles des Intermédiaires).</p> <p>Coproductions de films.</p> <p>Participations directes (quote-part, avances, etc.) d'une société pétrolière résidente dans une association en participation pour la recherche d'hydrocarbures à l'étranger.</p> <p>Liquidations totales ou partielles de ces investissements.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les investissements immobiliers qui sont repris à la rubrique 632.</p>
<b>632</b>	<b>Investissements immobiliers</b>	<p>Achats à l'étranger de terrains nus ou construits.</p> <p>Financements de constructions nouvelles par des moyens autres que des prêts.</p> <p>Liquidations de ces investissements.</p>
<b>680</b>	<b>Émissions</b>	<p>Toutes opérations relatives aux émissions de valeurs à revenu fixe ou variable (obligations, emprunts et bons d'État ou de collectivités etc., actions, parts, etc.) par des sociétés ou organismes non résidents, quel que soit le lieu d'émission et la monnaie dans laquelle elles sont libellées.</p>
<b>684</b>	<b>Négociations</b>	<p>Toutes opérations relatives aux négociations (acquisitions et cessions) de valeurs mobilières cotées ou non cotées émises par des non-résidents, y compris les rachats en bourse.</p> <p><b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les négociations relevant de la catégorie des investissements directs (voir code 631).</p>
<b>688</b>	<b>Remboursements</b>	<p>Toutes opérations relatives aux remboursements de valeurs émises par des non-résidents à l'exclusion des rachats en bourse (voir code 684).</p>

<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
		<b>INVESTISSEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS EN FRANCE</b>
<b>711</b>	<b>Prêts à court terme <sup>(1)</sup></b>	Prêts, d'une durée inférieure ou égale à un an, consentis par tout non-résident à des résidents, personnes physiques ou personnes morales de droit privé. Avances consenties par des entreprises non résidentes aux établissements qu'elles contrôlent en France. Remboursements de ces prêts et avances. <b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les opérations de trésorerie des Intermédiaires.
<b>721</b>	<b>Prêts à long terme <sup>(1)</sup></b>	Prêts, d'une durée supérieure à un an, consentis par tout non-résident à des résidents, personnes physiques ou personnes morales de droit privé. Prêts des sociétés pétrolières non résidentes à leurs filiales ou succursales, alors même que ces dernières ont adhéré à une association en participation pour la recherche d'hydrocarbures. Remboursements de ces prêts. <b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique: — les transferts de fonds ayant le caractère nettement défini de «dotation de succursale», qui sont repris à la rubrique 731. — les opérations de trésorerie des Intermédiaires.
<b>731</b>	<b>Investissements directs (au sens du décret n° 67-78 du 27 janvier 1967 — art. 2-3°) <sup>(1)</sup></b>	Constitution en France d'investissements directs, par des non-résidents, personnes physiques ou morales, publiques ou privées. Dotations de succursales en France (y compris les succursales des banques étrangères). Coproductions de films. Participations directes (quote-part, avances, etc.) d'une société pétrolière non résidente dans une association en participation pour la recherche d'hydrocarbures. Liquidations totales ou partielles de ces investissements. <b>NOTA.</b> — Sont exclus de cette rubrique les investissements immobiliers qui sont repris à la rubrique 732.
<b>732</b>	<b>Investissements immobiliers</b>	Achats en France de terrains nus ou construits. Financements de constructions nouvelles, par des moyens autres que des prêts. Liquidations de ces investissements.
<b>780</b>	<b>Émissions</b>	Toutes opérations relatives aux émissions de valeurs à revenu fixe ou variable, par des sociétés ou organismes résidents, quel que soit le lieu d'émission et la monnaie dans laquelle elles sont libellées.

<sup>(1)</sup> Les montants déclarés sous ces codes sont ventilés par la Banque de France.



<i>Code</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Contenu de la rubrique</i>
<b>784</b>	<b>Négoiations</b>	Toutes opérations relatives aux négociations (acquisitions et cessions) de valeurs mobilières cotées ou non cotées émises par des résidents, y compris les rachats en bourse.  <b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les négociations relevant de la catégorie des investissements directs (voir code 731).
<b>788</b>	<b>Remboursements</b>	Toutes opérations relatives aux remboursements de valeurs émises par des résidents, à l'exclusion des rachats en bourse (voir code 784).
<b>792</b>	<b>Bons du Trésor</b>	Acquisitions et aliénations de bons du Trésor français par des clients non résidents.  <b>NOTA.</b> — Sont exclues de cette rubrique les opérations de trésorerie des Intermédiaires.
<b>799</b>	<b>Opérations sur or avec des non-résidents</b>	Règlements de toutes opérations d'achat, de vente et d'arbitrage sur or réalisées avec des non-résidents — correspondants ou clients — pour le propre compte de l'Intermédiaire ou pour celui de ses clients résidents, que le métal ait franchi ou non la frontière douanière française.



## **FOREWORD**

This report sets out the principles, definitions and methods used in drawing up the French balance of payments.

It was prepared by the Bank of France in cooperation with the Statistical Office of the European Communities.

## **Notice concerning the English version**

It should be noted that there may be certain differences between the original report written in French and the English version.

These differences are due to the difficulties of translating into English the various technical expressions used in this report.

In case of interpretation differences, only the French text can be regarded as definitive.

# Table of contents

<i>Introduction</i> .....	67
0.1 Brief historical background .....	67
0.2 General description of the French information system .....	67
<i>Chapter I – Underlying principles</i> .....	71
1.1 The definition of ‘residents’ and ‘non-residents’ .....	71
1.2 Transaction valuation criteria .....	72
1.3 The recording of transactions .....	72
1.4 The unit of account and the conversion procedure .....	73
1.5 The structure of the items .....	73
<i>Chapter II – Current account: Definition and contents of France’s current account headings</i> .....	75
<i>Chapter III – Capital movements: Definition and contents of France’s capital account headings</i> .....	81
<i>Chapter IV – Analytic presentations used in France</i> .....	89
<i>Chapter V – Geographical breakdown</i> .....	91
<i>Chapter VI – Comparison between the balance of payments and the Rest-of-the-World account in the French national accounts</i> .....	93
<i>Annexes</i> .....	103
Annex 1: France’s balance of payments, national presentation .....	103
Annex 2: Correspondence between the national presentation and the IMF’s presentation .....	107
Annex 3: Index of economic classification .....	115



# Introduction

## 0.1 Brief historical background

France first published an official full balance of payments in 1945. In drawing up this document, the monetary authorities had a twofold purpose: in the first place they were required to fulfil their international obligations (particularly *vis-à-vis* the International Monetary Fund) and secondly there was a need to monitor the implementation of exchange control regulations and the evolution of foreign exchange resources as the French economy was restored.

The Exchange Control Office was responsible for drawing up this document, which originally covered financial transactions between the franc area and other countries. This Office was abolished by Decree No 59-1438 of 21 December 1959, and its responsibilities for compiling the balance of payments were transferred to the Bank of France.

Until 1961, the balance of payments covered transactions between the franc area and third countries; between 1962 and 1965 this balance was broken down into two parts:

- (i) the balance of metropolitan France with countries outside the franc area;
- (ii) The balance of the rest of the franc area with countries outside the franc area.

In 1966, only the first part was published. In 1967, the document covered transactions between France (including overseas Départements and territories) and other countries (including countries in the franc area).

Since 1972, to comply with IMF requirements, the French balance of payments has been drawn up on the basis of transactions, although the statistical sources continue to be largely based on the recording of settlements.

## 0.2 General description of the French information system

Three sources are used:

### (a) Reporting of settlements

These are made by:

- (i) the appointed intermediary banks, which are required to report transfers which they have made between residents and non-residents;
- (ii) other private legal entities which, notwithstanding the exchange control regulations, are authorized to hold direct assets abroad or to use multi-lateral clearing procedures in their settlements with other countries. Legal entities in the private sector which make notifications of this kind are termed 'direct' reporting enterprises;
- (iii) the public sector.

The bulk of the reports (in terms of both number and value) are made by banks. According to current regulations, transfers between resident customers and all non-residents (customers and correspondents) must be made through the appointed intermediary banks, which are then required to notify the Bank of France.

Financial transactions by the intermediary banks — loans or borrowings, arbitrage on their credit balances in foreign currency — are reported on special forms, which show the movements in the accounts of the foreign correspondents of resident banks, and on statements which show the credit and debit balances of each bank at a given date.

### (b) External trade statistics

These are the statistics of special trade published by the Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (Customs and Excise Department).

**(c) Data on trade credits**

This information comes from:

- (i) banks, in the case of buyers' credits;
- (ii) the Banque Française du Commerce Extérieur (BFCE), in the case of suppliers' credits backed by this institution;
- (iii) the processing — through a statistical model — of the financial section of the customs forms for suppliers' credits which are not backed by the BFCE, long-term import credits, short-term trade credits and prepayments on orders.

This statistical model, which is described in detail in No 14 of the 'Cahiers Economiques et Monétaires' published by the Bank of France, provides a comprehensive solution for converting merchandise settlements into merchandise transactions. The model first of all reconstructs a series of theoretical settlements, comprising cash settlements, prepayments on orders, and credit settlements. It then allocates the difference noted between these theoretical settlements and the recorded settlements among the three balance of payments titles:

- (i) the current account, item 'other goods and services', which reflects the positive statistical bias systematically affecting the series of settle-

ments of export and import; this bias represents goods and services which are not recorded or are incorrectly recorded;

- (ii) long-term capital, heading 'suppliers' credits' — other', covering suppliers' credits which are not backed by the BFCE, and item 'trade credits for imports';
- (iii) short-term capital, headings 'trade credits on exports and imports', 'loans, credits and advances to and from other countries' (i.e. prepayments on orders received and paid) and 'other credits and leads and lags', which covers changes in payment periods due to failure to repay by the contractual maturity date.

*The balance of payments data are compiled by the Bank of France for the Ministry of Economic Affairs and Finance, which publishes them. The statistics are compiled at quarterly intervals initially in provisional form and then in the form of final figures.*

The table below gives an indication of the various publications, their content and their respective dates of publication.

All aspects of the system for recording these statistics are currently under review. The new system could be implemented as from 1 January 1986.



### Publications on the French balance of payments

Frequency	Content	Title	Document in which published	Sources	Date of publication
Yearly	— Comments — Provisional annual data shown in gross figures and in net terms	(Chapter devoted to the balance of payments)	Report submitted to the President of the Republic on behalf of the Conseil Général of the Bank of France by the Governor	Bank of France	April
	— Comments — Final yearly and quarterly figures expressed in gross amounts and in net terms and retroplated	France's balance of payments	Annual Report	Bank of France and Ministry of Economic Affairs and Finance	September
	Methodological note Annexes: Settlements by country and area: long-term capital	Annexes	Annexes to annual report	<i>idem</i>	<i>idem</i>
	— ditto (without annexes)	France's balance of payments (identical with previous document)	Financial Studies and Statistics	Ministry of Economic Affairs and Finance	December
Half-yearly	Comments — Provisional data expressed in net terms	The balance of payments as at the ... half year	Quarterly bulletin of the Bank of France	Bank of France	December and June
Quarterly	Estimates of current account transactions	External trade results for the month...	Press release	Ministry of Economic Affairs and Finance and Ministry of Foreign Trade	January, April, July, October
	Comments — Estimated data expressed in gross figures and in net terms	France's balance of payments during the ... quarter	Press release (usually included in the 'Notes Bleues')	Ministry of Economic Affairs and Finance	March, June, September, December
	Data expressed in gross amounts and in net terms — comments	The balance of payments during the ... quarter	Financial studies and statistics	<i>idem</i>	
	Data expressed in net terms	Statistical annex — tables	Quarterly Bulletin of the Bank of France	Bank of France	
	Data expressed in net terms	Quarterly data Balance of payments	Monthly Statistical Bulletin	INSEE	



## Chapter I — Underlying principles

The French balance of payments is a statistical statement which is designed to record in account form the economic and financial flows between residents and non-residents over a given period. It is broken down by type of transaction and sector.

This broad definition needs further clarification on several points:

- the definition of 'residents' and 'non-residents'
- the valuation criteria
- the criteria determining the period for which transactions are recorded
- the unit of account and the conversion procedure
- the structure of the accounts.

### 1.1 The definition of 'residents' and 'non-residents'

Generally speaking, individuals and legal entities are considered to be residents of a country if their economic centre of interest is located in that country, irrespective of whether they are nationals of the country in question.

Problems arise in the case of persons whose residence is temporary or of short duration.

For the purposes of the balance of payments, the following definitions have been adopted:

#### *Resident individuals:*

- Persons of French nationality who live in France and persons of foreign nationality who have resided there for at least two years,<sup>1</sup> with the excep-

tion of foreign civil servants and military personnel stationed in France, who continue to be non-residents irrespective of the duration of their assignment;

- French civil servants and military personnel posted abroad;
- French civil servants seconded to an international organization or any other non-resident employer;
- French nationals who are normally resident in France and who are sent abroad by the State, public bodies or State-subsidized organizations under cultural and technical cooperation schemes, irrespective of the duration of their assignment;
- French nationals who have been settled abroad for less than two years.

This is the definition adopted for exchange control purposes; it is accordingly simple for the appointed intermediary banks to apply. It differs from the IMF concept of residence in that:

- (i) French civil servants seconded to an international organization or any other non-resident employer for a period of at least one year are classed as residents by France and non-residents by the IMF;
- (ii) other individuals who emigrate for a period of at least one year retain their residence for two years in the country they have just left, under the French regulations, whereas they immediately become residents of the country to which they have emigrated, in the eyes of the IMF.

#### *Resident legal entities:*

- The establishments in France of legal entities, with the exception of agencies of foreign governments (embas-

<sup>1</sup> EEC nationals may opt to be classified as resident when they take up residence in France. The financial authorities may authorize nationals of other countries to opt to be classified as resident before the end of the two-year period.

sies, consulates or foreign army units) and inter-governmental international organizations;

- Embassies, diplomatic missions and French consulates abroad and also French army units stationed abroad.

Contrary to the recommendations of the IMF, 'establishments located in France' include personnel and equipment which enterprises incorporated in France dispatch to their engineering sites or to areas they are prospecting abroad; they do not include personnel and equipment which enterprises incorporated abroad send to their engineering sites or to areas they are prospecting in France. The stringent application of the principle of residence to economic units such as engineering sites and areas being prospected would entail statistical surveys which at the moment would not be feasible.

#### *Non-residents*

The term 'non-resident' covers individuals and legal entities who do not fulfil the aforementioned conditions. More specifically, the following are regarded as 'non-residents':

- foreign diplomatic and consular staff and foreign army detachments stationed in France;
- foreign personnel of inter-governmental international organizations established in France;
- the missions of foreign governments (such as embassies, consulates and military units) established in France;
- inter-governmental international organizations established in France.

The concepts of 'resident' and 'non-resident' only exist insofar as they relate to a specific territory.

For the purposes of the foregoing definitions, 'France' is to be taken to mean:

- the Départements of metropolitan France;

- the Principality of Monaco;
- overseas Départements and territories (French Guiana, Martinique, Guadeloupe, Réunion, St Pierre and Miquelon, French Polynesia, New Caledonia and Wallis and Futuna Isles), which will subsequently be referred to by the abbreviation DOM-TOM.
- the Mayotte territory.

All other countries are 'foreign countries' (or 'abroad')

### **1.2 Transaction valuation criteria**

The fourth edition of the IMF's Balance of Payments Manual recommends valuing transactions at market price.

Entries in the French balance of payments are recorded at the amount shown in the notification of settlement on which they are based, in the case of non-merchandise transactions. Valuation of merchandise transactions is based on customs figures.

External trade statistics are compiled using the GATT valuation code, that is to say they are based on the transaction value except in the case of barter transactions, transactions between head office and branches or between affiliated enterprises, or non-commercial transactions. In such instances, values are based on market prices or actual manufacturing costs. When the trade statistics are transcribed in the balance of payments, the value of transactions between head offices and branches and between other affiliated enterprises is recorded at the transaction value declared to customs.

Technical assistance involving the secondment of personnel is valued at the total of the main cost items, i.e. salaries and attendant social security contributions.

### **1.3 The recording of transactions**

The fourth edition of the Balance of Payments Manual recommends recording the transaction at the time of the change of

ownership of the goods or assets, at the time of performance of services, or at the time compulsory contributions, interest or loan repayments fall due.

(a) recording of transactions involving merchandise

Trade in merchandise is recorded at the date when it enters the French customs, this being accepted as a satisfactory approximation of the date of change of ownership.

As the French methodology is based on the recording of 'settlements', the differences between the customs figures and the actual settlements determine the changes in trade credits recorded in the relevant headings of the short- or long-term capital accounts.

(b) recording of transactions involving services

Services are recorded either at the date of settlement or, in the event of their having given rise to trade credits, at the date of the transaction with the partner-country in question.

(c) recording of other transactions

In principle, these are recorded at the date of settlement, although unrequited

transfers are recorded at the date on which the contra-entry (for goods, services or capital) is recorded.

#### 1.4 The unit of account and the conversion procedure

The balance of payments is expressed in French francs; however, transactions in foreign currency are first of all recorded in the currency in which settlement is made and then converted into francs at the average exchange rate for the reporting period.

Long- and short-term capital flows recorded by the banking sector and the public sector (official reserves), are first of all calculated by comparing the balances outstanding at the beginning and the end of the period (expressed in the currency in question) and then valued at the average quarterly exchange rate for that currency against the franc. In this way it is possible to eliminate the effects of fluctuating exchange rates on the change in outstanding balances.

#### 1.5 The structure of the items

We give overleaf a comparison of the French balance of payments items and the IMF standard components.

<i>France</i>	<i>IMF</i>
<p>I Current account</p> <p>A. Merchandise</p> <p>B. Services</p> <p>C. Other goods and services</p> <p>D. Unrequited transfers</p> <p>II Long-term capital</p> <p>A. Trade credits</p> <p>B. Direct investment</p> <p>C. Other investment</p> <p>D. Loans</p> <p>E. Portfolio investment</p> <p>III Short-term capital</p> <p>A. Private non-banking sector</p> <p>B. Banking sector</p> <p>C. Public sector</p> <p>IV Errors and omissions</p>	<p>I Current account</p> <p>A. Goods, services and income</p> <p>B. Unrequited transfers</p> <p>II Capital</p> <p>A. Capital, excluding reserves</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Direct investment (including short-term accounts)</li> <li>● Portfolio investment (long-term)</li> <li>● Other long-term capital (classified according to sector and type)</li> <li>● Other short-term capital (classified according to sector and type)</li> </ul> <p>B. Reserves</p> <p>III Net errors and omissions</p>

The items, lines and headings used in the French balance of payments are analysed in Chapters 2 and 3. Annex I illustrates the layout of the French balance of payments in detail, while Annex II shows the same items in the IMF system. Annex III contains an index of economic classification comprising all the transaction codes used to draw up the French balance of payments and a table showing these codes under the headings adopted for the national method of presentation of the balance of payments.

Sectoral classification in the French balance of payments uses three sectors, which correspond to those recommended by the IMF:

- *the public sector*, which comprises the State, local authorities, administrative

bodies, the central monetary institutions consisting of the issuing authority and the Currency Exchange Stabilization Fund (all these are classified as the official sector by the IMF) and the various Post Office departments insofar as they transfer funds between residents and non-residents (these are classified as deposit money banks by the IMF);

- *the banking sector* (deposit money banks — excluding the Post Office — according to the IMF's method of classification), which comprises all banks;
- *the private non-banking sector* (classified as 'other sectors' by the IMF), comprising non-banking enterprises and households.

## Chapter II — Current account: Definition and contents of France's current account headings

The 'current account' transactions which appear under Title I of the French balance of payments are flows of assets other than financial and the counterparts of all unrequited supplies or purchases. They are divided into four items: merchandise, services, other goods and services, and unrequited transfers.

The items, lines and headings coming under this title are described below. Similarities and differences between them and the standard components in the IMF system are shown in Annex II.

### A. MERCHANDISE

#### 1 EXPORTS-IMPORTS

This line is based on the external trade statistics published by the customs authorities, although, before being recorded in the balance of payments, they are adjusted in a number of ways:

##### *Adjustments to offset different territorial boundaries*

For the purposes of the balance of payments, 'France' comprises the metropolitan area and the overseas Départements and territories, whereas in the customs authorities' external trade statistics 'France' relates solely to the metropolitan area.

Trade between metropolitan France and overseas Départements and territories accordingly has to be deducted from French imports and exports as recorded in customs statistics, whereas trade between overseas Départements and territories with all countries other than France has to be added to them.

##### *Adjustments to allow for different recording criteria*

The customs authorities record all movements of merchandise with a value in excess of FF 2 000 across the French frontier, whereas the balance of payments is designed to record transfer of ownership between residents and non-residents, irrespective of the amount involved. The customs figures accordingly have to be adjusted in three respects:

(a) To eliminate transactions which have not entailed any transfer of ownership. These mainly involve goods in transit, goods temporarily imported under leasing arrangements or goods imported for processing. Some transfers of equipment between subsidiaries of multinational companies are currently treated by the customs authorities as temporary transactions which do not entail a transfer of ownership; transactions of this kind, which should according to the IMF Manual, be treated as exports (imports) against direct investment credits (liabilities), are excluded from the French external trade figures, owing to lack of information as to the amounts involved.

(b) To eliminate transactions involving transfers of ownership but no payment. All that is included from this category are public donations, the amounts being known from other sources.

(c) To add the estimated value of imports and exports with a value of under FF 2 000 each.

##### *Adjustments to allow for different methods of valuing transactions*

(a) In the balance of payments, imports and exports of merchandise have to be valued at fob prices, because the services involved in external trade (transport of

merchandise, insurance, etc.) are recorded under other headings. As the import figures compiled by the customs authorities are expressed in cif terms the shipping cost (insurance and transport), included in them have to be deducted.

- (b) In some instances, the customs authorities choose to record imported goods in their external trade statistics at values which differ from those actually paid by the importers to their suppliers. Thus, to ensure that the figure for merchandise compiled from customs statistics tallies with settlements for merchandise recorded elsewhere, these customs adjustments are cancelled to restore the transactions values of such goods. This practice is somewhat at variance with the IMF criterion of valuation at market prices.

## 2 MERCHANTING

This line covers settlements in respect of:

- (i) purchases of merchandise abroad which is not subsequently imported but is resold abroad;
- (ii) purchases from and sales to foreigners of French merchandise which never leaves French customs territory;
- (iii) purchases abroad of merchandise which is to be used for a major engineering site set up abroad by a French enterprise; in the event of this merchandise being resold once the project is completed, this transaction too is recorded under this item;
- (iv) purchases and sales on forward commodity markets, either by residents on foreign forward or by non-residents on the Paris, Roubaix or Le Havre commodity markets.

## B. SERVICES

### 1 INCIDENTAL COST ON MERCHANDISE

This line covers settlements in respect of all costs attendant upon exports and imports (transport, insurance, commission other than bank commission, refunds, discounts etc.) which cannot be classified more precisely.

### 2 SEA TRANSPORT

This line comprises:

- (i) payments of charges for the transport of goods by sea;
- (ii) payments for the chartering of vessel and for stopovers by French vessels at foreign ports and by foreign vessels at French ports;
- (iii) passenger fares paid by non-residents to resident companies and by residents to non-resident companies;
- (iv) the estimated proportion of sea freight costs included in payments for merchandise, based on the freight charge scales published by the customs authorities.

### 3 OTHER TRANSPORT

This line covers:

- (i) payments for reciprocal services performed by railway companies; these mostly comprise receipts and expenditure recorded by the Société Nationale des Chemins de Fer Français (French Railways) in its dealings with each of the foreign rail companies;
- (ii) payments for transport by road;
- (iii) payments for river freight and the chartering of barges etc. receipts and



expenditure received or incurred abroad by resident watermen and in France by non-resident watermen and foreign river transport companies, and changes in the balance of the operating accounts of French river transport companies;

- (iv) payments for air transport:
- chartering of aircraft;
  - receipts and expenditure earned or incurred abroad by French airlines and in France by foreign airlines;
- (v) payments for the use of gas and oil pipelines;
- (vi) the estimated proportion of costs for freight (other than sea freight) included in payments for merchandise, based on the freight charge scales published by the customs authorities.

#### 4 INSURANCE

This line covers settlements in respect of insurance premiums, compensation and claims:

- (i) paid or received by residents who have taken out policies with non-resident companies or who are covered by such policies;
- (ii) received or paid by resident companies under policies taken out by non-residents or covering non-residents;
- (iii) relating to reinsurance transactions, the estimated proportion of insurance premiums in respect of goods transport included in payments for merchandise is also included.

#### 5 CONSTRUCTION/ENGINEERING

This heading covers payments in respect of:

- (i) the operating costs and profits of sites (dredging of harbours, construction of dams, public works, etc.);
- (ii) costs incurred for the prospection of mines and the drilling of oil wells

abroad by resident enterprises or in France by non-resident enterprises.

Income on services financed by medium- and long-term suppliers' credits authorized by the Banque Française du Commerce Extérieur (French External Trade Bank) is recorded on the basis of transactions.

#### 6 TECHNICAL COOPERATION

This comprises payments in respect of costs for studies, plans and research, technical assistance and the supply and assembly of machinery or plant (project development). Income in respect of services backed by medium- and long-term suppliers' credits authorized by the Banque Française du Commerce Extérieur is recorded on the basis of transactions.

#### 7 PROCESSING

This encompasses payments for processing work (oil refining, processing of metals or textiles, etc.) and costs for the repair of small items of equipment.

#### 8 PATENTS AND ROYALTIES

This covers:

- the granting of patents, trademarks, priority rights, utility models and registered designs;
- royalties paid periodically in respect of patents, trademarks, priority rights, utility models and registered designs to the owner who has granted the use of these by contract.

Income derived from the granting of patents and models backed by medium- and long-term suppliers' credits authorized by the Banque Française du Commerce Extérieur is recorded on the basis of transactions.

#### 9 MANAGEMENT SERVICES

This covers contributions paid by branches or affiliated enterprises to the administrative costs of their parent companies

and the funding of the administrative costs of international economic interest groups and controlled establishments of any kind (agencies, bureaux, etc.).

## 10 INTEREST, DIVIDENDS AND OTHER INVESTMENT INCOME

This comprises payments of income on investments the changes in which appear under Titles II and III of the balance of payments, with the exception of public sector investments.

Receipts consist of transfer of income on investments or loans made abroad by residents; expenditure comprises transfer of income on capital invested in France or loaned to residents by non-residents.

These payments are compiled under the following economic codes:

### (a) Coupons and dividends

This category covers payments of income on securities.

### (b) Other investments income

This includes payments covering the income of private companies or establishments which are not legal entities (branches) located abroad and belonging to residents (receipts) or located in France and belonging to non-residents (expenditure).

### (c) Interest on loans from/to private non-banking sector

This covers payments of income on private sector loans, borrowings, investments or credits, including interest on suppliers' credits.

### (d) Interest on bank investments and credits

This heading comprises payments of income on the loans, borrowings, investments or credits of the French banking sector (including interest on buyers' credits).

## 11 SALARIES AND OTHER EARNINGS FROM WORK

This covers:

- (i) salaries proper (in any form, including wages and other forms of remuneration) transferred by employers on behalf of their employees;
- (ii) artistes' fees, fees received by members of the liberal professions, directors' profit-sharing and attendance fees;
- (iii) salaries paid in francs out of budget resources to French nationals assigned abroad under cooperation schemes; these salaries are the counterpart of the entry of the contribution charged to the item 'Unrequited transfers by the public sector';
- (iv) transfers arising from the employment of foreign labour, in the form of statutory or private social benefits: family allowances, social security benefits, retirement pensions and pensions paid to victims of industrial accidents, etc.

## 12 TRAVEL

This covers:

- (i) on the credit side, costs incurred in France by non-residents for travelling and accommodation expenses during leisure and business trips or official visits, and expenses incurred during protracted stays (for medical treatment, study, etc...);
- (ii) on the debit side, expenditure of the same kind incurred abroad by residents.

Settlements recorded comprise:

- (i) bank transfers declared under this line;
- (ii) purchases and sales of foreign currency at intermediary banks;
- (iii) the recovery of French banknotes from foreign banks and banks of issue.

**13 MISCELLANEOUS SERVICES**

This comprises payments covering all services which are not recorded elsewhere. They are compiled under five economic codes:

- (i) bank charges,
- (ii) film royalties,
- (iii) non-commercial cancellations,
- (iv) rents and other payments in respect of merchandise covered by leasing arrangements,
- (v) sundry services.

This last code comprises settlements in respect of specific business transactions, prominent among these being:

- (i) copyrights
- (ii) advertising costs, including the cost of participating at fairs, conferences and exhibitions;
- (iii) settlements covering the balances of traffic accounts between the French postal and telecommunications service and foreign postal services, and revenue and expenditure of the French radio and television companies abroad.

**14 FRENCH GOVERNMENT RECEIPTS AND EXPENDITURE**

This line covers current Government transactions which are not recorded elsewhere. It covers two headings:

- (a) Interest on public investments and borrowings. This comprises interest on public investments abroad and public borrowings contracted abroad, as well as interest on investments made abroad by the central monetary institutions.
- (b) Sundry administrative receipts and expenditure (diplomatic missions and consulates, receipts of civilian or military authorities).

**15 EXPENDITURE AND RECEIPTS OF FOREIGN GOVERNMENTS**

This mainly comprises:

- (i) the receipts and expenditure of foreign diplomatic missions and consulates and the administrative expenditure incurred in France by international organizations;
- (ii) expenditure incurred by foreign governments in France for civilian or military purposes.

**C. OTHER GOODS AND SERVICES**

This item comprises the adjustment of the statistical bias estimated by comparing notifications of settlements with customs statistics (cf. above, Data on trade credits, page 68). Differences between notifications by intermediary banks and customs records of transactions can be attributed to inaccuracies in both bank notifications and customs statistics.

**D. UNREQUITED TRANSFERS**

This item comprises two lines:

1. Private sector.
2. Public sector.

**1 PRIVATE SECTOR**

Transactions in the private sector are classified under the following two headings:

- (a) Workers' remittances.

This heading comprises amounts remitted by foreign workers, including the estimated value of transfers abroad in the form of francs area banknotes; it does not include transfers of salaries made by employers on behalf of their employees, which are included in 'Salaries and other earnings from work'.

It includes transfers abroad of salaries received in France by French nationals assigned abroad under cooperation programs. These transfers are designed to cover the current expenses of these French nationals (resident civil servants) in the countries to which they are assigned.

**(b) Other transactions**

Payments recorded under this heading relate to gifts, collections and aid for individuals or legal entities, transfers of migrants' assets, legacies, donations and dowries, compensation for damage not covered by insurance policies, guarantees and compensation for the termination of contracts, literary, artistic or scientific prizes, taxes and excise duties, etc.

**2 PUBLIC SECTOR**

This item covers:

- (i) gifts in cash or kind received from or granted to non-residents (governments, international organizations, enterprises or private individuals) by the French Government, particularly food aid, expenditure incurred under cooperation programs French contributions to the EDF and French scholarships granted to foreigners;
- (ii) contributions by the French Government to the administrative budget of international organizations;
- (iii) revenue and expenditure of resident enterprises under the ECSC's equalization scheme.

## Chapter III — Capital movements: Definition and contents of France's capital account headings

The French balance of payments first of all draws a distinction between short-term and long-term movements of capital.

Title II of the French balance of payments, 'Long-term capital', covers claims and liabilities abroad which do not initially fall due for more than one year.

Title III, 'Short-term capital', covers claims and liabilities abroad which initially fall due within a year; it includes the change in the short-term monetary position between the beginning and the end of the period in question. It distinguishes between claims and liabilities in francs and claims and liabilities in foreign currency, and eliminates the effects of fluctuations in exchange rates on items in foreign currency.

The items, lines and headings of these titles are described below. Similarities and differences between these and the standard components used by the IMF are shown in Annex II.

### LONG-TERM CAPITAL

This title comprises five items:

- A. Trade credits
- B. Direct investment
- C. Other investment (public sector)
- D. Loans
- E. Portfolio investment

#### A. TRADE CREDITS

These are subdivided into two headings: export credits and import credits. The amounts appearing under these headings relate only to the part of repayments covering the principal, as a rule.

### 1 EXPORT CREDITS

Broadly speaking, these credits are recorded:

- on the debit side, in the case of credits used during the period;
- on the credit side, in the case of repayments.

They are divided in two further headings:

#### (a) Buyers' credits

This covers the use and repayment on medium- and long-term buyers' credits granted to non-resident customers by the French banking sector and also the bridging loans (progressive payments) which may precede them.

This heading is divided into two sub-headings:

- (i) buyers' credits denominated in francs;
- (ii) buyers' credits denominated in foreign currency.

#### (b) Suppliers' credits

This heading covers trade credits on exports granted by resident enterprises to non-resident customers; they fall into two sub-headings:

- (i) 'suppliers' credits — refinanced by the BFCE' which comprise credits with an initial duration of over 18 months which are backed by the Banque Française du Commerce Extérieur;
- (ii) 'suppliers' credits — other', which cover the differences between:

- the total amount of suppliers' credits; calculated by means of a statistical model based on information drawn from the financial section of customs declaration;
- suppliers' credits backed by the BFCE.

## 2 IMPORT CREDITS

This covers the use and repayment of credits granted by non-residents to French importers. The estimate of the amounts recorded in the balance of payments is made by means of the statistical model on the basis of information taken from the financial section of the customs forms.

## B. DIRECT INVESTMENT

This item covers direct investment by the private sector and the banking sector.

### 1 FRENCH DIRECT INVESTMENT ABROAD

This comprises:

(i) *on the debit side*, transactions relating to:

- the setting up of branches by resident enterprises, irrespective of whether these enterprises are companies or belong to an individual;
- subscriptions for shares in sufficient quantities — when non-resident companies are being set up — for residents (whether private individuals or companies) to acquire control of the companies in question;
- the purchase of shares in existing non-resident companies, in sufficient quantities for residents (individuals or companies) to acquire control thereof;
- the acquisition of holdings in the capital of enterprises which are not joint-stock companies, when such transactions result in the acquisition of a controlling interest in the management thereof;
- the covering of operating deficits of subsidiaries and branches or controlled enterprises which do not have the status of joint-stock companies;
- the financing of films which are co-productions;

- long-term loans between parent companies and subsidiaries or associates.

(ii) *on the credit side*, the realization of such investments.

The concept of control is difficult to assess in practice. The amounts appearing in the balance of payments do in fact correspond to transactions which are considered as direct investment by the administrative authorities. The definition of 'control' is that adopted by the exchange control authorities when the holding acquired by the resident is 20% or more of the capital of the company concerned; the scope of the aforementioned definition is extended in cases where the financial transaction results in executive powers being exercised within the controlled company, irrespective of the amount of the holding.

### 2 FOREIGN DIRECT INVESTMENT IN FRANCE

The foregoing explanations concerning movements of residents' capital are also applicable in reverse, with the requisite adjustments, to those of non-residents, with one exception: purchases or sales of land and buildings in France by non-resident public sectors are included in this line.

## C. OTHER INVESTMENTS (PUBLIC SECTOR)

This item encompasses:

(i) *on the debit side*, payments relating to long-term Government capital movements abroad which is not classified in items A and D: purchases of foreign securities, the purchase or construction of buildings, and holdings in the capital of non-monetary international organizations (in actual fact, entries mainly concern this last type of investment).

(ii) *on the credit side*, the realization of such investments.

## D. LOANS

Transactions recorded under this heading are classified according to three criteria:

- (i) French or foreign origin of the loan: loan abroad, loan from abroad;
- (ii) residents sector party to the transaction: private non-banking sector, banking sector, public sector;
- (iii) in the case of the banking sector, the currency in which the transaction is denominated: francs or foreign currency.

### 1 LOANS ABROAD

#### (a) Private non-banking sector

This covers the drawings (debit) and repayment (credit) on loans which initially fall due in more than one year. Debentures are not recorded here, but under 'portfolio investment'.

#### (b) Banking sector

This covers loans which initially fall due in more than one year, granted by French banks to non-residents, transactions in francs being distinguished from those in foreign currency. Transactions are recorded net: they are entered on the debit side if the drawings exceed the repayments, and on the credit side if the reverse applies. Debentures are not recorded here, but under 'portfolio investment'.

#### (c) Public sector

This covers payments in respect of:

- (i) loans which initially fall due in more than one year, granted by the French public sector (debit) to foreign governments, international organizations — with the exception of the IMF<sup>1</sup> — or other non-residents. Debentures are not recorded here, but under 'portfolio investment';
- (ii) the repayment of such loans (credit).

### 2 LOANS FROM ABROAD

The foregoing explanations apply to this item in reserve, with the requisite changes.

## E. PORTFOLIO INVESTMENT

This item covers transactions by all three sectors, transactions by residents in foreign securities being distinguished from those by non-residents in French securities.

### 1 TRANSACTIONS BY RESIDENTS IN FOREIGN SECURITIES<sup>2</sup>

These comprise:

- (i) *on the debit side*, purchases of or subscriptions for all forms of foreign securities (shares, participating certificates, debentures, States funds, etc.) made by residents, irrespective of the sector to which they belong (private excluding banks, banking, public);
- (ii) *on the credit side*, sales or redemptions of such securities, and the sale of any rights attaching to them.

### 2 TRANSACTIONS BY NON-RESIDENTS IN FRENCH SECURITIES<sup>3</sup>

This includes:

- (i) *on the debit side*, non-residents' purchases of or subscriptions for securities (shares, participating certificates, debentures, State funds, etc.) issued by residents, irrespective of the sector to which they belong;
- (ii) *on the credit side*, also sales or redemptions of such securities, and the sale of any rights attaching to them.

## SHORT-TERM CAPITAL

This title is divided into three items, according to whether the transaction is carried out by a member of the:

<sup>1</sup> All transactions with the IMF are classified under the line 'Public sector short-term capital'.

<sup>2</sup> With the exception of those classified under the line 'French direct investment abroad'.

<sup>3</sup> With the exception of those classified under the line 'Foreign direct investment in France'.

- (i) private non-banking sector,
- (ii) banking sector,
- (iii) public sector.

Short-term movements of capital are normally recorded net, because the usual method of calculating them — on the basis of outstanding balances at the beginning and end of a quarter — precludes their being recorded gross. Exceptions to this rule are indicated in the comments on the content of each of the headings.

## A. PRIVATE NON-BANKING SECTOR

This comprises three lines:

- (i) trade credits,
- (ii) loans,
- (iii) other credits and leads and lags.

### 1 TRADE CREDITS

Transactions recorded here are calculated from the figures appearing in the financial section of the customs forms, using the statistical model. This line is divided into two headings, 'export credits' and 'import credits'.

### 2 LOANS

(a) The heading 'Loans, assets and advances abroad' comprises the net balance of the following components, details of which are available separately:

- (i) payments by banks in respect of short-term loans and advances by residents in the private non-banking sector to non-residents, subdivided into:
  - payments between parent companies and subsidiaries
  - other payments.
- (ii) the net change in the current account assets of 'direct reporting enterprises' with non-resident subsidiaries (cf. Introduction, Sources used, reporting of settlements).

- (iii) prepayments on orders for imports
- (iv) bank settlements and an estimate of movements of francs area banknotes resulting from the formation or realization of assets in the form of short-term deposits and securities by residents in the private non-banking sector.

(b) 'Loans, assets and advances from abroad' includes the same components as the foregoing line — with the requisite changes — with the exception of the formation and realization of assets in the form of short-term deposits and securities, because any such assets belonging to non-residents are claims on the other two resident sectors.

## 3 OTHER CREDITS AND LEADS AND LAGS

This relates to the effect on short-term capital movements of changes in non-contractual periods of payment (see Introduction, Data concerning commercial credits).

## B. BANKING SECTOR

This item covers changes in appointed intermediary banks' short-term claims and liabilities abroad in francs and foreign currency.

### 1 CLAIMS AND LIABILITIES IN FRANCS

- (i) Claims:
 

The figures appearing under this heading relate to changes in the debit balances of francs accounts held by non-residents, i.e. amounts due to French banks from abroad in francs.
- (ii) Liabilities:
 

These figures relate to changes in the credit balances of francs accounts opened at intermediary banks on behalf of non-residents (individuals or legal entities).



## 2 CLAIMS AND LIABILITIES IN FOREIGN CURRENCY

### (i) Claims:

The figures recorded here relate to changes in the overall credit balances held by the banking sector abroad, denominated in foreign currency.

### (ii) Liabilities:

This heading relates to movements in credit balances in foreign currency held on behalf of non-residents by intermediary banks.

## C. PUBLIC SECTOR

### 1 SHORT-TERM AND SIGHT ASSETS

The assets of the public sector are classified into five headings:

#### (a) Official reserves

This heading shows changes in assets in gold and foreign currency belonging to the Bank of France and the Fonds de Stabilisation des Changes, net of the effects of half-yearly revaluations.

It corresponds to the net total of the IMF items 'Monetary gold and foreign exchange reserves', which have to be subdivided into 'Overall changes', 'Counterparts of revaluations' and 'Counterpart of monetizations/demonetizations of gold'. (Monetizations/demonetizations of gold are currently nil in France).

#### (b) Claims on the European Monetary Cooperation Fund

This heading shows the variation in France's credit balance with the European Monetary Cooperation Fund, net of the effects of half-yearly revaluations.

#### (c) Claims on the International Monetary Fund

This comprises the gross claims of the French Treasury on the IMF, i.e. the total quota paid by France and loans granted by France under the general borrowing agreement.

These claims are accordingly increased (and the line debited) by payments by France:

#### (i) to increase its quota;

(ii) to comply to the IMF adjustment requirements. The IMF maintains its assets in the various currencies at a constant value in terms of Special Drawing Rights; hence, when the franc has been devalued against Special Drawing Rights between two year-ends at 30 April, the French Treasury has to revalue the IMF's assets in francs by means of a payment in francs (as far as the IMF is concerned, the debit entry in the French balance is not an increase in its assets, but a book counterpart of the increase in the liabilities account);

(iii) to participate in implementing the General Borrowing Agreements for the benefit of a third country.

These claims are reduced (and the line therefore credited) by payments which France would receive in the event of:

#### (i) a reduction in its quota;

(ii) an adjustment in its favour when the IMF francs accounts are audited at 30 April (on the same principle as adjustments charged to this heading);

(iii) a repayment made by a third country on a loan which France helped to put up under the General Borrowing Agreement.

#### (d) Special Drawing Rights

This heading covers:

(i) on the debit side (increase in assets), acquisitions of Special Drawing Rights by France;

(ii) on the credit side (decrease in assets), any use that is made of Special Drawing Rights for any reason.

**(e) Other claims**

This heading comprises movements in advances or credits, in francs or foreign currency, granted by the public sector to non-residents, and changes in assets in foreign currency held by the public sector, other than those held by the Bank of France and the Fonds de Stabilisation des Changes (assets belonging to French Government paymasters abroad, and sundry claims of the Treasury and the French Post Office, net of half-yearly revaluations).

## **2 SHORT-TERM AND SIGHT LIABILITIES**

The liabilities of the public sector fall into four headings

### **(a) Liabilities towards the European Monetary Cooperation Fund**

This heading reflects changes in France's debit balance with the European Monetary Cooperation Fund, net of half-yearly revaluations.

### **(b) Liabilities towards the International Monetary Fund**

This heading covers movements in francs account held by the International Monetary Fund with the Bank of France and movements in Treasury bonds allocated to the IMF. These comprise:

- (i) the payment to the IMF of the portion of France's quota payable in national currency;
- (ii) supplementary payments made at the year-end when the French franc has been devalued against Special Drawing Rights; these transactions are reflected in an increase in liabilities which is credited to this heading, and the counterpart in the French balance of payments is a debit entry under the heading 'Claims on the International Monetary Fund' (see above);

- (iii) payments in francs made by the IMF in the event of an appreciation of the francs against Special Drawing Rights between two year-ends; these transactions are reflected in a decrease in liabilities, which is debited to this heading, and the counterpart in the French balance of payments is a credit entry under the heading 'Claims on the International Monetary Fund' (see above);

- (iv) amounts in francs paid by France for the acquisition of foreign currency at the time of drawing transactions;

- (v) the reacquisition by France of francs paid to the IMF at the time of drawing transactions;

- (vi) sums in francs withdrawn by the International Monetary Fund and put at the disposal of third countries effecting drawing transactions; these francs are normally transferred to an account opened with the Bank of France in the name of the issuing bank in the beneficiary country; this transfer is reflected in the balance of payments by:

- a debit entry under 'Liabilities towards the IMF' of the public sector;
- an increase in liabilities in francs towards the bank of issue which is the beneficiary of the transfer, this increase being credit to 'Other liabilities' under the same item.

- (vii) amounts in francs paid to the International Monetary Fund by third countries by way of repayment of their drawings; this transaction is the reverse of the previous one;

- (viii) francs which France might be required to pay in the event of new disposals of gold by the Fund;

- (ix) administrative receipts and expenditure of the International Monetary Fund in francs.

(c) Allocations of Special Drawing Rights  
Entries recorded under this heading are the counterpart of the Special Drawing

Rights assigned to France when these reserves are created by general allocations.

(d) Other liabilities

This heading covers the changes in:

- (i) deposits in foreign currency made by the central monetary institutions and international organizations with the

French central monetary institutions (net of fluctuations in exchange rates);

- (ii) liabilities in francs (on account or in the form of earmarked Treasury bonds) by the public sector towards banks of issue and international organizations other than the IMF.



## Chapter IV — Analytic presentations used in France

The national presentation of France's balance of payments is analytically neutral. It is included in the annual report 'France's balance of payments', under the heading 'Overall balance', and appears in this form in Annex I to this study. However, this presentation comprises the following sub-balances:

- (i) current account,
- (ii) long-term capital,
- (iii) short-term capital.

In the published documents, this presentation is supplemented by a balance termed 'hors intermédiation', which does not include intermediary transactions by

banks in foreign currency: borrowings abroad (debenture issues, other short- and long-term borrowings) to finance loans to both non-residents and residents. In cases where they are for the benefit of non-residents, borrowings and loans by resident banks are excluded from the 'hors intermédiation' balance of payments; otherwise, banks' borrowings abroad are classified in this balance as direct borrowings abroad by the private non-banking sector or the public sector.

The French authorities leave it to commentators to emphasize any particular net item in their analysis of the balance of payments.



## Chapter V — Geographical Breakdown

The geographical breakdown of a country's balance of payments reflects the transactions of that country with its leading partners, which are either shown individually or classified by geographical area.

The geographical breakdown used in the French balance of payments is based on the system used by the SOEC. However, some additional categories are shown: Latin American countries, franc area countries, etc.

Transactions can be *assigned to the various geographical areas* in accordance with the following criteria:

- (i) the place of residence of the foreign party directly involved in the transaction (applicable to all types of transactions);
- (ii) the place of residence of the actual partner (investment flows and income channelled through intermediaries) or, in the case of merchandise, the country of origin or destination;
- (iii) the place of residence of the foreign creditor or debtor (this applies in the case of movements of capital);
- (iv) the currency in which a transaction is carried out (applies to certain transactions appearing under 'Travel' and 'Investment income').

France's geographical balances are compiled in accordance with these criteria which are applied to the balance of payments on the basis of settlements, as follows:

### 1 CURRENT ACCOUNT

- (i) merchandise: the 'actual flows' determine the breakdown; imports of merchandise are recorded in the balance of the country from which the merchandise comes, and exports in the

balance of the country to which they are shipped (last-known destination);

- (ii) services and unrequited transfers: the general rule for all types of transactions is to consider the place of residence of the non-resident beneficiary or principal of the bank settlement for the transaction (there are a number of exceptions to this rule);
- (iii) investment income: dividends and interest on investments and bank loans are classified according to the currency; other forms of income are classified by partner country;
- (iv) travel: purchases and sales of foreign banknotes and travellers' cheques are classified according to the currency, and recoveries of French banknotes are allocated according to the country from which they come;
- (v) receipts and expenditure of less than FF 10 000: they are recorded in the balance of the country issuing the currency used.

### 2 NON-MONETARY CAPITAL

Insofar as possible, the geographical breakdown of non-monetary capital is made according to the place of residence of the foreign creditor or debtor. The main exception to this rule is the attribution of direct investment to the country of residence of the contracting partner.

### 3 MONETARY CAPITAL

When this capital is in foreign currency it is allocated to the country issuing the relevant currency, and when it is in francs it is allocated to the country of residence of the non-resident creditor or debtor. The breakdown of monetary capital in foreign currency according to the creditor/debtor criterion is shown in the comments published in the annual report 'France's balance of payments'.





## Chapter VI — Comparison between the balance of payments and the Rest-of-the-World account in the French national accounts

Relations between France and Abroad are shown in two separate documents, the balance of payments and the Rest-of-the-World account forming part of the system of national accounts. Since the introduction of the Extended System of National Accounts in 1976, the balance of payments has become the reference account for the Rest-of-the-World account and, insofar as possible, the latter is based on the balance of payments.

There are still, however, some differences in basic principles which we will mention before making a very summary comparison of the methods of classification used in the two systems.

### 1 DIFFERENCES IN BASIC PRINCIPLES

These comprise differences in the geographical scope and the nature of the documents.

#### (a) *The geographical scope*

The geographical area adopted by the National Accounts Department is not the same as that used by the Balance of Payments Directorate.

In the case of the balance of payments, 'France' covers:

- (i) the Départements of metropolitan France,
- (ii) the Principality of Monaco,
- (iii) overseas Départements (French Guyana, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Saint Pierre and Miquelon),
- (iv) overseas territories (French Polynesia, New Caledonia and dependencies, Wallis and Futuna Isles),
- (v) the Mayotte territory.

For the purposes of the national accounts, French territory is confined to the Départements of metropolitan France, the

Principality of Monaco. Overseas Départements and territories (DOM-TOM) are excluded from the economic territory because 'despite their political status, they differ very markedly from the mothercountry in respect of both economic and social features'.

As a result of these two different definitions of French territory:

- (i) trade between France and the DOM-TOM is not included in the balance of payments but is included in the Rest-of-the-World account;
- (ii) trade between the DOM-TOM and the Rest-of-the-World is not recorded in the Rest-of-the-World account but is recorded in the balance of payments.

#### (b) *Transactions/settlements basis*

Both the Rest-of-the-World account and the balance of payments are based on customs figures. However, the national accounts use the published external trade figures as they stand, whereas for the purposes of the balance of payments a number of adjustments are made (see Chapter 2 above), in line with IMF recommendations.

#### (c) *Other differences*

*The Rest-of-the-World account records transactions from the point of view of non-residents*, while the balance of payments record them from the standpoint of residents.

An export is accordingly a source of income for the balance of payments, whereas for the purposes of the Rest-of-the-World account it is an item of expenditure or, more accurately, a 'use' (cf. 'Recording methods' below).

Likewise, a foreign investment in France is an increase in residents' liabilities for the purposes of the balance of payments, whereas it is an increase in assets in the Rest-of-the-World account.

### Recording methods

Transactions which are recorded as 'credit' and 'debit' entries in the balance of payments are recorded in the Rest-of-the-World account as 'uses' and 'resources' (non-financial accounts) and as 'changes in assets' and 'changes in liabilities' (financial accounts). These changes in assets and liabilities are shown in net terms, whereas gross figures are recorded under 'uses and resources'.

### Definition of the duration of the loans

In the balance of payments, 'long-term' movements of capital include loans with an initial duration of more than one year.

For the purposes of the Rest-of-the-World Account, 'long-term' comprises loans and credits with an initial duration of over two years.

### Nomenclature

The incorporation of balance of payments figures in the national accounts poses major problems, since the nomenclature used in the national account system is more detailed than that used in the balance of payments, and transactions are classified differently. Thus, if a breakdown of certain figures in the balance of payments is required for the purposes of the national accounts, other sources of information have to be used.

## 2 TRANSITION FROM THE BALANCE OF PAYMENTS TO THE REST-OF-THE-WORLD ACCOUNT

The Rest-of-the-World account is divided into non-financial transactions, corresponding to current account transactions, and financial transactions, which relate to movements of capital.

### A. NON-FINANCIAL TRANSACTIONS

<i>Balance of payments</i>	<i>Rest-of-the-World account</i>
(i) Merchandise	(i) Goods
(ii) International trade	(ii) Services
(iii) Services	(iii) Consumption of households outside their country of residence
(iv) Unrequited transfers	(iv) Distributive transactions

#### (a) Goods

As mentioned above, a number of adjustments are made to the figures in the balance of payments. This applies for instance in the case of:

- (i) transactions involving no payment;
- (ii) trade with the DOM-TOM;
- (iii) victualling and refuelling (included in transport in the balance of payments).

Exports and imports involving no payments maintained in the Rest-of-the-World account are balanced by a counterpart entry among distributive transactions (miscellaneous current transfers).

The recording of the transactions results in a difference between the balance of payments and the Rest-of-the-World account which is included under 'Adjustments' in the overall economic table.

**(b) Other current account transactions**

The concept of 'Services' adopted in the Rest-of-the-World account differs from that used in the balance of payments. In the national accounts, uses and resources of services (production + imports = domestic use of production + exports) are balanced by product according to the NAP (Nomenclature of Activities and Products) in the same way as transactions in goods; when this breakdown is not feasible, 'Invisibles' in the balance of payments are classified either as the consumption of households outside their country of residence or as distributive transactions.

It follows that in some cases the headings of the balance of payments are used virtually unchanged, as in the case of incidental costs on merchandise, sea transport and other transport.

In other cases it is not easy to transpose items. 'Travel' and part of 'Revenue and expenditure of the French and foreign governments' (territorial enclaves) cannot be broken down by product and are therefore included in the consumption of households outside their country of residence.

## **B. TABLE OF FINANCIAL TRANSACTIONS (TOF)**

This account covers long- and short-term movements of capital.

**(a) Long-term capital**

The Rest-of-the-World account includes some supplementary breakdowns which do not appear in the balance of payments, for instance the breakdown of portfolio assets and liabilities into bonds and shares.

**(b) Short-term capital**

In the case of the private non-banking sector, the differences between the two systems are not material.

However, the TOF makes a detailed breakdown of movements of capital by the banking sector, according to the status of the account holders (customers, correspondents or international organizations) and the nature of the transactions (fixed term deposits, negotiable bills, etc.), which is not to be found in the balance of payments.

The public sector figures are transcribed from one document to the other virtually unchanged.

The ultimate book imbalance of the Rest-of-the-World account is the total of errors and omissions in the balance of payments and the difference resulting from 'trade between the DOM-TOM and abroad less trade between the DOM-TOM and metropolitan France'.

In conclusion, it should be pointed out that while it is not easy to transfer items from one document to the other, at least the principle of according reference value to the balance of payments data is for the most part observed (see hereafter).

*Table of comparisons between the rest-of-the-world account and the balance of payments*

Rest-of-the-world account	References to the French balance of payments presentation (Annex I) <sup>1</sup>
<b>Non-financial transactions</b>	<b>I. Current account</b>
	minus: • DOM-TOM/foreign country transactions • external trade adjustments not offset by services adjustments plus: • DOM-TOM/metropolitan France transactions
<i>Consumption of households outside their territory of residence</i>	I.B.12 I.B.14, expenditure of embassies, consulates, etc. and their staff
<i>Imports/exports of goods (including processing work, oil processing and repairs)</i>	I.B.15 I.A.1 minus: all adjustments plus: • victualling and refuelling • processing and repairs included in external trade
<i>Imports/exports of services</i>	
T 31. Transport services  (sea transport included)	I.B.1 + 2 + 3, before adjustment of merchandise from cif to fob and minus insurance, victualling and refuelling and advances paid to crews (I.B.2 corrected as above)
T 32. Posts and telecommunications	I.B.13, transactions of resident radio and television companies and the French Post Office
T 33 Market services supplied primarily to enterprises	I.A.2 I.B.5, services provided by the entrepreneur to the quasi-company constituted by his site (consulancy, administration)
	I.B.6 I.B.9 I.B.11, professional fees, profit percentages, directors' fees, artists' fees I.B.13 minus: • processing and repairs • transactions assigned to T 32, T 37 and R 40
T 36. Insurance services	I.B.1 before adjustment of merchandise from cif to fob, insurance } for the part representing the services of the companies I.B.4
T 37. Services of financial bodies	I.B.13, financial services

<sup>1</sup> Before using the references, the difference in the definition of the national territory applied by the two systems (DOM-TOM) has been eliminated.

*Table of comparisons between the rest-of-the-world account and the balance of payments (continued)*

Rest-of-the-world account	References to the French balance of payments presentation (Annex 1) <sup>1</sup>
<i>Distributive transactions</i>	
R 10. Gross wages and salaries	I.B.11, wages as such, except those of overseas services volunteers (credit), plus social security contributions  I.D.1.a plus estimation of social security contributions
R 20. Taxes linked to production and imports	I.D.2, Levies collected on behalf of the EEC (including customs duties collected for the EAOGF)
R 30. Subsidies	I.C.2, EEC subsidies received by resident bodies such as FORMA and ONIC
R 40. Property and entrepreneurial income	I.B.5, minus services assigned to T 33 I.B.8 I.B.10 I.B.13, copyrights I.B.14, interest plus restoration of deductions at source
R 50. Accident insurance transactions	I.B.1 before adjustment } for amounts I.B.4 of merchandise } not assigned from cif to fob } to T 36
R 61. Current taxes on income and wealth	Counterpart of the restoration of deductions at source in R 40
R 64. Social benefits	I.B.11, social benefits
R 67. Current international cooperation	Counterpart of the social security contributions added in R 10  I.D.2: ● budget contributions to the EEC ● state subsidies from the EEC ● French grants of technical assistance (counterpart of the wages of the volunteers)
R 68. Private international transfers	I.B.11, wages of technical assistance volunteers (who are regarded as non-residents)
R 69. Miscellaneous current transfers	I.D.1.a I.D.1.b I.D.2, grants and scholarships, miscellaneous transfers other than aid
R 70. Capital transfers	I.D.2, aid

<sup>1</sup> Before using the references, the difference in the definition of the national territory applied by the two systems (DOM-TOM) has been eliminated.

*Table of comparisons between the rest-of-the-world account and the balance of payments (continued)*

Rest-of-the-world account	References to the French balance of payments presentation (Annex 1) <sup>1</sup>
<b>Financial transactions</b>	
International means of payment	
F 01. Gold	III.B.2.a, gold assets III.C.1.a, gold
F 02. Special drawing rights	III.C.1.d III.C.2.c
F 03. Accounts with the IMF	III.C.1.c III.C.2.b
F 04. Foreign currency	III.A.2.a, household's assets other than loans and advances III.B.2.a, sight drafts and sight claims on correspondents III.B.2.b, sight liabilities towards correspondents III.C.1.a, minus gold III.C.1.b III.C.1.e, deposits by French paymasters
F 10. Currency	III.B.1.b, sight liabilities towards clients III.C.2.d, deposits in French francs not assigned to F 24 and F 52
F 22. Fixed term deposits	II.D.2.b.1, clients' fixed term deposit accounts III.B.1.a, short-term claims (excluding sight claims) on correspondents III.B.1.b, short-term liabilities (excluding sight liabilities) towards correspondents
F 23. Non-negotiable bills	III.B.2.b, liabilities in non-negotiable bills
F 24. Deposits on special terms	III.B.1.a, sight claims on correspondents III.B.1.b, sight liabilities towards correspondents III.C.2.d, deposits in French francs not assigned to F 10 and F 52
F 25. Foreign currency deposits	II.D.2.b.2, clients' fixed-term deposit accounts III.B.2.a, other short-term claims on correspondents III.B.2.b, sight liabilities towards clients III.C.2.d, foreign currency deposits with the Bank of France
F 30. Negotiable bills	III.B.2.a, assets in foreign treasury bills

<sup>1</sup> Before using the references, the difference in the definition of the national territory applied by the two systems (DOM-TOM) has been eliminated.

*Table of comparisons between the rest-of-the-world account and the balance of payments (continued)*

Rest-of-the-world account	References to the French balance of payments presentation (Annex 1) <sup>1</sup>
F 40. Bonds	II.E.1, bonds II.E.2, bonds
F 51. Shares	II.B.1, shares II.B.2, shares II.E.1, shares II.E.2, shares
F 52. Other holdings	II.B.1, other holdings in share capital II.B.2, other holdings in share capital II.C, (primarily subscriptions to non-monetary international bodies – IMF excluded) III.C.2.d, commitments of subscriptions to non-monetary international bodies – IMF excluded
F 61. Short-term loans and advances	III.A.2.a, loans and advances of households loans, assets and advances of enterprises III.A.2.b III.B.1.a, claims on clients III.B.2.a, bills on foreign countries
F 63. Short-term trade credits	III.A.1.a III.A.1.b
F 71. Realizable medium-term loans	II.A.1.a, realizable buyers' credits
F 73. Non-realizable loans	II.B.1 II.B.2 II.D.1 II.D.2.a II.D.2.b.1, minus clients' accounts assigned to F 22 II.D.1.b.2, minus clients' accounts assigned to F 25 II.D.2.c,
F 74. Long-term trade credits	II.A.1.b
<b>Adjustment</b>	<b>Errors and omissions</b>  More particularly, the counterpart of the difference on the field covered by exports/imports of merchandise

<sup>1</sup> Before using the references, the difference in the definition of the national territory applied by the two systems (DOM-TOM) has been eliminated.

FRANCE - BALANCE OF PAYMENTS - PRESENTATION

Relevés de la balance des paiements de la France		Relevés de la balance des paiements de la France	
Présentation		Présentation	
F 01. Gold	III.B.2.a. III.C.1.a.	gold assets gold	F 01. Bonds
F 02. Special drawing rights	III.C.1.d. III.C.2.c.		F 02. Shares
F 03. Other holdings of securities	III.C.1.c. III.C.2.b.		F 03. Other holdings
F 04. IMF excluded	III.A.2.a. III.B.2.a. III.B.2.b.	non-resident assets other than loans and advances sight drafts and sight claims on correspondents sight liabilities towards correspondents	F 04. Short-term loans and advances
F 10. Currency	III.C.1.a. III.C.1.b. III.C.1.c.	short-term loans and advances deposits by French paymasters	F 10. Currency
F 22. Fixed term deposits	III.B.1.b. III.C.2.c.	sight liabilities towards clients deposits in French francs not assigned to F 24 and F 52	F 22. Fixed term deposits
F 23. Non-negotiable bills	III.D.2.b.1. III.D.1.c.	clients' fixed-term deposit accounts short-term claims (excluding sight claims) on correspondents	F 23. Non-negotiable bills
F 24. Deposits on special terms	III.B.1.b. III.C.2.b.	sight liabilities towards correspondents sight liabilities towards correspondents	F 24. Deposits on special terms
F 25. Foreign currency deposits	III.C.1.a. III.C.1.b. III.C.2.c.	sight claims on correspondents sight liabilities towards correspondents deposits in French francs not assigned to F 10 and F 52	F 25. Foreign currency deposits
	III.D.1.b.2. III.D.2.a. III.D.2.b. III.C.2.d.	clients' fixed-term deposit accounts other assets sight liabilities towards clients foreign currency deposits Bank of France	F 25. Foreign currency deposits
	III.B.2.a.	assets in foreign treasury bills	

More particularly the counterpart of the difference on the field covered by the balance of payments is shown in the following table:



**Annexes**



# Annex 1: France's balance of payments, national presentation

(Figures for 1982 in FF Mio)

Titles – items – lines – headings	Credit	Debit	Net
<b>I – CURRENT ACCOUNT</b>	<b>1 178 739</b>	<b>1 258 064</b>	<b>– 79 325</b>
<b>A. Merchandise</b>	<b>720 943</b>	<b>823 079</b>	<b>–102 136</b>
1. Exports and imports	598 892	702 717	–103 825
2. International trade	122 051	120 362	+ 1 689
<b>B. Services</b>	<b>377 601</b>	<b>343 286</b>	<b>+ 34 315</b>
1. Incidental costs on merchandise	8 002	16 560	– 8 558
2. Sea transport	19 777	21 939	– 2 162
3. Other transport	41 899	39 734	+ 2 165
4. Insurance	9 805	10 092	– 287
5. Major engineering works	18 980	5 986	+ 12 994
6. Technical cooperation	22 417	8 727	+ 13 690
7. Processing	6 360	4 249	+ 2 111
8. Patents and royalties	2 476	5 938	– 3 462
9. Management services	8 506	4 246	+ 4 260
10. Interest, dividends and other investment income	151 114	150 834	+ 280
11. Salaries and other earnings from work	10 458	12 970	– 2 512
12. Travel	46 016	33 895	+ 12 121
13. Miscellaneous services	20 172	20 535	– 363
14. Revenue and expenditure (French Government)	11 101	7 509	+ 3 592
15. Expenditure and revenue (other Governments)	518	72	+ 446
<b>C. Other goods and services</b>	<b>47 886</b>	<b>29 091</b>	<b>+ 18 795</b>
<b>D. Unrequited transfers</b>	<b>32 309</b>	<b>62 608</b>	<b>– 30 299</b>
1. Private sector	8 214	21 106	– 12 892
(a) Remittances of workers' savings	2 116	15 596	– 13 480
(b) Other transactions	6 098	5 510	+ 588
2. Public sector	24 095	41 502	– 17 407
<b>II – LONG-TERM CAPITAL</b>	<b>362 170</b>	<b>354 396</b>	<b>+ 7 774</b>
<b>A. Trade credits</b>	<b>43 994</b>	<b>74 186</b>	<b>– 30 192</b>
1. Export credits	40 498	71 557	– 31 059
(a) Buyers' credits	23 351	50 020	– 26 669
• in French francs	(22 546)	(44 409)	(– 21 863)
• in foreign currency	( 805)	( 5 611)	(– 4 806)
(b) Suppliers' credits	17 147	21 537	– 4 390
• refinanced by the BFCE	( 7 699)	(11 653)	(– 3 954)
• other	( 9 448)	( 9 884)	(– 436)
2. Import credits	3 496	2 629	+ 867

Titles – items – lines – headings	Credit	Debit	Net
<b>B. Direct investment</b> . . . . .	<b>24 352</b>	<b>34 210</b>	<b>– 9 858</b>
1. French investment abroad . . . . .	6 100	26 233	– 20 133
2. Foreign investment in France . . . . .	18 252	7 977	+ 10 275
<b>C. Other investment (public sector)</b> . . . . .	. . . . .	<b>1 892</b>	<b>– 1 892</b>
<b>D. Loans</b> . . . . .	<b>56 821</b>	<b>54 728</b>	<b>+ 2 093</b>
1. Loans abroad . . . . .	2 399	35 731	– 33 332
(a) Private non-banking sector . . . . .	411	584	– 173
(b) Banking sector . . . . .	. . . . .	25 265	– 25 265
• French francs . . . . .	. . . . .	( 2 969)	(– 2 969)
• in foreign currency . . . . .	. . . . .	(22 296)	(– 22 296)
(c) Public sector . . . . .	1 988	9 882	– 7 894
2. Loans from abroad . . . . .	54 422	18 997	+ 35 425
(a) Private non-banking sector . . . . .	34 542	18 783	+ 15 759
(b) Banking sector . . . . .	5 642	44	+ 5 598
• in French francs . . . . .	. . . . .	( 44)	(– 44)
• in foreign currency . . . . .	( 5 642)	. . . . .	(+ 5 642)
(c) Public sector . . . . .	14 238	170	+ 14 068
<b>E. Portfolio investment</b> . . . . .	<b>237 003</b>	<b>189 380</b>	<b>+ 47 623</b>
1. Transactions by residents in foreign securities . . . . .	141 753	140 036	+ 1 717
2. Transactions by non-residents in French securities . . . . .	95 250	49 344	+ 45 906
<b>III – SHORT-TERM CAPITAL<sup>1</sup></b>	<b>111 247</b>	<b>34 124</b>	<b>+77 123</b>
<b>A. Private non-banking sector</b> . . . . .	<b>21 782</b>	<b>7 574</b>	<b>+14 208</b>
1. Trade credits . . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
(a) Export . . . . .	. . . . .	1 239	– 1 239
(b) Import . . . . .	. . . . .	2 864	– 2 864
2. Loans . . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
(a) Loans, assets and advances abroad . . . . .	. . . . .	3 471	– 3 471
(b) Loans, assets and advances from abroad . . . . .	9 650	. . . . .	+ 9 650
3. Other credits and leads and lags . . . . .	12 132	. . . . .	+12 132
<b>B. Banking sector</b> . . . . .	<b>53 392</b>	<b>23 566</b>	<b>+29 826</b>
1. Claims and liabilities in French francs . . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
(a) Claims . . . . .	. . . . .	2 887	– 2 887
(b) Liabilities . . . . .	. . . . .	2 539	– 2 539
2. Claims and liabilities in foreign currency . . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
(a) Claims . . . . .	. . . . .	18 140	–18 140
(b) Liabilities . . . . .	53 392	. . . . .	+53 392

Titles — items — lines — headings	Credit	Debit	Net
<b>C. Public sector</b> . . . . .	<b>36 073</b>	<b>2 984</b>	<b>+ 33 089</b>
<b>1. Short-term and sight assets</b> . . . . .			
(a) Official reserves . . . . .	21 366	.....	+ 21 366
(b) Claims on the EMCF . . . . .	.....	.....	.....
(c) Claims on the IMF . . . . .	.....	1 163	— 1 163
(d) Special drawing rights . . . . .	1 384	.....	+ 1 384
(e) Other claims . . . . .	.....	645	— 645
<b>2. Short-term and sight liabilities</b> . . . . .			
(a) Towards the EMCF . . . . .	.....	1 176	— 1 176
(b) Towards the IMF . . . . .	1 269	.....	+ 1 269
(c) Allocations of special drawing rights . . . . .	.....	.....	.....
(d) Other liabilities . . . . .	12 054	.....	+ 12 054
 <b>IV — ERRORS AND OMISSIONS</b>	 .....	 <b>5 572</b>	 <b>— 5 572</b>
<b>OVERALL TOTAL</b>	<b>1 652 156</b>	<b>1 652 156</b>	

<sup>1</sup> 'Credit' entries mean a decrease in assets or an increase in liabilities.  
'Debit' entries mean an increase in assets or a decrease in liabilities.




## Annex 2 — Correspondence between the national presentation and the IMF's presentation

There are various differences of classification or coverage between the French balance-of-payments presentation and the IMF's presentation. Most of these differences can be quantified, since they correspond to transactions which can either be identified separately by means of a special coding in the payment returns compiled by the banks or are recorded from specific sources. The amounts of these transactions are communicated to the IMF in the form of supplementary details accompanying the French presentation. The following table indicates how the IMF constructs its presentation of France's balance of payments from these detailed data.

There are, however, three differences which cannot as yet be corrected:

- (i) re-invested earnings and their contra-entries in direct investment are not included in the French balance of payments;
- (ii) the line 'incidental costs on merchandise' covers only a part of the freight costs and insurance premiums, the remainder being included indistinguishably under transport or insurance;
- (iii) services to passengers are also recorded indistinguishably under transport.

The problem of breaking down settlements made by carriers into freight, services to passengers and others is at present being studied as part of a statistical reform planned for 1986.

IMF presentation <sup>1</sup>	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
<b>Current account</b>	
<i>Goods, services and income</i>	
1/2. Merchandise fob Exports/imports fob in trade returns Adjustment for coverage French overseas areas ● Additions ● Deductions Oil for processing Non monetary gold Freight and insurance Other	I.A.1  Table 'Compilation of the line for exports — imports FOB/FOB in the balance of payments' in the explanatory notes to the annual report
3/4. Shipment	I.B.1
5/8. Other transportation	I.B.2/3
9/10. Travel	I.B.12
11/12. Reinvested earnings on direct investment	not included
13/14. Other direct investment income	I.B.10, codes 322 and 323

<sup>1</sup> The double number assigned to IMF 'current account' items (1/2 to 43/44) refers to two separate lines, gross credit entries being recorded under the odd number and debits under the even number.

IMF presentation <sup>1</sup>	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
15/16. Other investment income of resident official	I.B.14, code 512
17/18. Other investment income of foreign official	not available, included in lines 19/20 of the IMF
19/20. Other investment income Other goods, services and income	I.B.10 not assigned above
21/22. Interofficial	I.B.11, export of voluntary cultural or technical cooperation services (salaries of volunteers)
23/24. Other resident official	I.B.14 excluding code 512
25/26. Other foreign official	I.B.15
27/28. Labour income	I.B.11 excluding salaries received by technical assistance personnel
29/30. Property income	I.B.8
31/32. Other private: Construction activity Merchanting Non-merchandise insurance Processing and repair Surveys and technical cooperation Other	I.B.5 I.A.2 I.B.4 I.B.7 I.B.6 I.B.9, I.B.13 and I.C.
<i>Unrequited transfers</i>	
33/34. Migrants' transfers	not available, included in lines 37/38 of the IMF
35/36. Workers' remittance	I.D.1.a (including on the debit side a portion of the transfers made by technical assistance personnel to their country of assignation; these should be reclassified under line 24 of the IMF)
37/38. Other private	I.D.1.b
39. Interofficial: credit	I.D.2 (credit) excluding ECSC equalization and payments by non-residents
40. Interofficial: debit	I.D.2 (debit), contribution to the EDF
Development aid	" grants to countries in the franc area
● Payments to EDF	" grants to other developing countries
● Aid grants to franc area countries	" contributions to European institutions apart from the EDF, excluding ECSC equalization payments
● Aid grants to other countries	" other international organizations
Payments to ECC	
Contributions to budget of international organizations	

<sup>1</sup> The double number assigned to IMF 'current account' items (1/2 to 43/44) refers to two separate lines, gross credit entries being recorded under the odd number and debits under the even number.



IMF presentation <sup>1</sup>	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
41/42. Other resident official	I.D.2 (debit) grants to industrialized countries (credit) payments by 'non-resident private sector'
43/44. Other foreign official	I.D.2 (credit and debit) ECSC equalization
<b>Capital account</b> Capital excluding reserves	
<i>Direct investment abroad</i>	
45. Equity capital	II.B.1, codes 631, 632 and 634, excluding code 622
46. Reinvestment of earnings	not included
47. Other long-term capital	II.B.1, code 622
48. Other short-term capital	III.A.2.a., codes 613 and 614
<i>Direct investment in France</i>	
49. Equity capital	II.B.2, codes 731, 732 and 734, excluding code 722
50. Reinvestment of earnings	not included
51. Other long-term capital	II.B.1, codes 722
52. Other short-term capital	III.A.2.b, codes 713 and 714
<i>Portfolio investment</i>	
53-61 { Foreign securities French securities	II.E.1 II.E.2
<i>Other long-term capital of resident official sector</i>	
62. Drawings on loans extended	II.D.1.c (debit)
63. Repayments on loans extended	II.D.1.c (credit)

<sup>1</sup> The double number assigned to IMF 'current account' items (1/2 to 43/44) refers to two separate lines, gross credit entries being recorded under the odd number and debits under the even number.

IMF presentation	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
64. Other assets Subscriptions Other	II.C II.C
65. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	none
66. Drawings on other loans received	II.D.2.c (credit)
67. Repayments on other loans received	II.D.2.c (debit)
68. Other liabilities	none
<i>Other long-term capital of deposit money banks</i>	
69. Drawings on loans extended	II.A.1.a (debit) II.D.1.b (net entries on the debit side)
70. Repayments on loans extended	II.A.1.a (credit) II.D.1.b (net entries on the credit side)
71. Other assets	none
72. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in national currency	none
73. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in foreign currency	none
74. Drawings on other loans received	} II.D.2.b
75. Repayments on other loans received	
76. Other liabilities	none
<i>Other long-term capital of other sectors</i>	
77. Drawing on loans extended Trade credits Other	II.A.1.b (debit) II.D.1.a (debit)
78. Repayments on loans extended Trade credits Other	II.A.1.b (credit) II.D.1.a (credit)

IMF presentation	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
79. Other assets	none
80. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	none
81. Drawings on loans received Trade credits Other	II.A.2 (credit) II.D.2.a (credit)
82. Repayments on loans received Trade credits Other	II.A.2 (debit) II.D.2.a (debit)
83. Other liabilities	none
<i>Other short-term capital of resident official sector</i>	
84. Loans extended	none
85. Other assets	III.C.1.e, excluding assets of the French Post Office and of French paymasters abroad
86. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	III.C.1.a  III.C.2.d, deposits of central banks and foreign Governments in French francs or foreign currency, with the Bank of France and the Treasury
87. Other loans received	none
88. Other liabilities Non monetary international institutions ● Securities ● Deposits Other	} III.C.2.d, excluding the French Post Office and deposits of central banks and foreign governments
<i>Other short-term capital of deposit money banks</i>	
89. Assets Post Office Other claims in foreign currency Other claims in national currency	III.C.1.e, French Post Office III.B.2.a III.B.1.a

IMF presentation	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
90. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in national currency	} included under IMF item 92
91. Liabilities constituting foreign authorities' reserves denominated in foreign currency	
92. Other liabilities Post Office Other liabilities in foreign currency Other liabilities in national currency	
<i>Other short-term capital of other sectors</i>	
93. Loans extended	III.A.1.a III.A.2.a excluding codes 613 and 614 (assigned to IMF item 48) and 612 (assigned below) III.A.3, on exports
94. Other assets	III.A.2, code 612
95. Liabilities constituting foreign authorities' reserves	none
96. Other loans received	{ III.A.1.b III.A.2.b, excluding codes 713 and 714 (assigned to IMF item 52) III.A.3, on imports
97. Other liabilities	none
<b>RESERVES</b>	
<i>Monetary gold</i>	
98. Total change in holdings	III.C.1.a, gold
99. Counterpart to monetization/demonetization	none
100. Counterpart to valuation changes	none (item 98 is at present shown by the IMF exclusive of item 100)

IMF presentation	References to the French presentation (Annex 1) and to unpublished details
<i>Special Drawings Rights (101-103)</i>	
101. Total change in holdings	III.C.1.d
102. Counterpart to allocation/cancellation	III.C.2.c
<i>Reserve position in the Fund (104 and 105)</i>	III.C.1.c } If France holds a III.C.2.b } net claim
<i>Foreign exchange assets</i>	III.C.1.a excluding gold, broken down as follows:
106. Total changes in holdings	<ul style="list-style-type: none"> <li>● variation of balance expressed in SDR at the rates applying at the end of the period</li> </ul>
107. Counterpart to valuation changes	<ul style="list-style-type: none"> <li>● sub-total 'foreign exchange assets' minus item 106</li> </ul>
<i>Other claims</i>	III.C.1.b III.C.1.e assets of French paymasters abroad
108. Total change in holdings	} see items 106 and 107
109. Counterpart to valuation changes	
<i>Use of Fund credit (110 and 111)</i>	III.C.1.c } If France has a III.C.2.b } net liability
<b>Net errors and omissions (112)</b>	IV



## Annex 3: Index of economic classification

*Coding by the appointed intermediary banks*

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
011	<b>Exports and imports</b>	Settlements in respect of exported or imported merchandise, including military equipment, industrial plans and drawings relating to merchandise, equipment and materials intended for major works sites. Advances on orders of merchandise for export or import. The heading does not include settlements in respect of transactions in gold (see code 799).
013	<b>Exports involving buyers' credit</b>	Exports settled by the use of buyers' credit.
014	<b>Processing and minor repairs</b>	All processing work, oil refining, processing of metals, textiles, etc. Costs of minor repairs.
015	<b>Incidental commercial costs on merchandise</b>	All incidental costs paid by resident exporters or importers (transport, commission other than bank commission, refunds, discounts, etc.).
016	<b>Repayment of trade credits with an initial duration of over 18 months</b>	<b>Receipts:</b> Repayments of suppliers' export credits with an initial duration of over 18 months (debiting of a foreign account: repayment from abroad). <b>Expenditure:</b> Repayments of import trade credits with an initial duration of over 18 months granted by a non-resident enterprise or bank (crediting to a foreign account: repayment to another country).
019	<b>Commercial cancellations</b>	Settlements cancelling payments received or made previously and recorded under the above headings. <b>NB.</b> - Headings 011 to 019 cover settlements in respect of merchandise crossing the French customs frontier.
021	<b>Other merchandise</b>	Purchases from a foreign country of merchandise which, although paid for, is not imported into France. Resale of such merchandise to a foreign country, with payment. Sales and purchases on French territory of French merchandise to and from non-residents. International brokerage transactions. <b>NB.</b> - This heading covers settlements in respect of merchandise not crossing the French customs frontier.

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>111</b>	<b>Travel and accommodation</b>	Purchases and sales of 'foreign' means of payment, other than foreign banknotes, to cover stays of foreign tourists in France and French tourists abroad, official visits, business trips, delegations to private non-commercial conferences or events. Schooling and study costs. Costs of stays in nursing homes, cure establishments, etc.
<b>112</b>	<b>Travel agencies</b>	All payments made by or to resident travel agencies.
<b>115</b>	<b>French banknotes</b>	Withdrawals or deposits of French banknotes through the debiting or crediting of accounts of non-resident customers.
<b>116</b>	<b>Foreign banknotes</b>	Withdrawals or deposits of foreign banknotes through the debiting or crediting of accounts of non-resident customers.
<b>211</b>	<b>Sea transport</b>	Chartering of vessels, passenger fares, stopover charges, freight (excluding settlements in respect of stopover accounts).
<b>212</b>	<b>Stopover of French and foreign vessels</b>	Settlements in respect of stopover accounts (or current stopover accounts) in France (for foreign vessels) and abroad (for French vessels).
<b>221</b>	<b>Other transport</b>	Payment of charges for transport by rail, road, river, air, oil pipeline and gas pipeline.
<b>311</b>	<b>Insurance</b>	Settlements in respect of insurance premiums, compensation and claims: <ul style="list-style-type: none"> <li>– paid or received by residents who have taken out policies with non-resident companies or who are covered by such policies;</li> <li>– received or paid by resident companies under policies taken out by non-residents or covering non-residents.</li> </ul>
<b>315</b>	<b>Reinsurance</b>	All settlements in respect of reinsurance transactions.
<b>321</b>	<b>Coupons and dividends</b>	Coupons in respect of securities (including repayments under double taxation agreements). Dividends paid by resident enterprises to non-resident shareholders and by non-resident shareholders and by non-resident enterprises to resident shareholders. Dividends paid by investment and portfolio companies.



<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>322</b>	<b>Direct investment income</b>	Profits (excluding dividends) paid by establishments not having the form of joint stock companies (e.g. branches, agencies, bureaux, etc.) to the controlling company. Withdrawals from subsidiary companies' free reserves. Profits of companies based in France but operating abroad and of companies based abroad but operating in France. Profits of non-resident establishments belonging to resident individuals or resident establishments belonging to non-resident individuals. Property and farm rents.
<b>324</b>	<b>Interest on clients' loans</b>	Interest on mortgages and other property rights. Interest on private loans of any duration between residents and non-residents. Interest on accounts held by subsidiaries or branches on behalf of the controlling company. <b>NB.</b> — This heading does not cover interest on bank investments and credits (cf. heading 325).
<b>325</b>	<b>Interest on bank investments and credits</b>	Interest on 'foreign' accounts held by intermediaries on behalf of non-residents (correspondents or customers). Interest on 'foreign' accounts held on behalf of intermediaries by their foreign correspondents. Interest on bank investments (use of liquid funds).
<b>331</b>	<b>Salaries transferred by employers</b>	Salaries transferred directly by resident employers to non-resident personnel. Salaries transferred by non-resident employers (in particular, international organizations) to resident personnel. <b>NB.</b> — This heading does not include payments billed by enterprises to their clients or services such as assembly cost, etc., which are covered by heading 414.
<b>333</b>	<b>Salaries transferred by employees</b>	Transfers of salary by employees either for their own benefit or for the benefit of their families. <b>NB.</b> — This heading covers salary transfers made by employers on behalf of their employees.
<b>334</b>	<b>Other earnings from work</b>	Pensions, retirement pensions, annuities, family allowances and other benefits paid by French or foreign public authorities (in particular, Social Security). Private pensions, retirement pensions and life annuities, excluding those paid by insurance companies. Fees paid to members of the liberal professions. Directors' profit-sharing and attendance fees. Artistes' and entertainers' fees, individual sports grants.

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>341</b>	<b>Patents and royalties</b>	The granting of patents, trademarks, priority rights, utility models and registered designs. Royalties paid periodically to owners of patents, trademarks, priority rights, utility models and registered designs who have granted the use of these by contract (including know-how).
<b>412</b>	<b>Construction/ engineering</b>	Operating costs and profits of sites (dredging of harbours, construction of dams, public work, etc.). Oil prospecting and drilling performed abroad by a resident enterprise or in France by a non-resident enterprise. <b>NB.</b> — This heading does not include settlements in respect of merchandise intended for major works sites, these being covered by headings 011 or 021.
<b>413</b>	<b>Services financed by buyers' credits</b>	Payments to residents in respect of services provided, by means of buyers' credit.
<b>414</b>	<b>Study costs and technical cooperation</b>	Costs of studies, plans and research, technical assistance and the supply and assembly of engineering plant, including technicians' salaries.
<b>418</b>	<b>Bank charges</b>	Bank charges and exchange premiums. <b>NB.</b> — This heading does not include interest on bank investments, which is covered by heading 325.
<b>423</b>	<b>Film royalties</b>	Royalties paid for the showing of foreign films in France and of French films abroad.
<b>425</b>	<b>Management services and working balances</b>	Contributions by subsidiaries or branches to the management costs of the parent company. Financing of the management costs of all controlled establishments with no own resources (branches, agencies, bureaux, etc.). <b>NB.</b> — This heading does not include cash advances, which are covered by headings 611 or 711.
<b>426</b>	<b>Financial leasing</b>	All payments (i.e. rentals and cash adjustments) on lease contracts signed in France or abroad.
<b>429</b>	<b>Sundry services</b>	<b>ORTF</b> (French radio and television service): all payments by or to the ORTF. <b>Copyrights:</b> rights covering the performance or reproduction of literary, theatrical and musical works. <b>Publicity:</b> advertising costs, costs of participating at trade fairs, conferences and exhibitions.

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
		<p><b>Other services:</b> ship and aircraft repairs.            Funeral expenses and upkeep of civilian cemeteries.            Profits or maintenance costs in respect of touring theatre companies, travelling circuses and any other form of travelling entertainment.            Property maintenance costs.            All other payments for services which cannot be classified under any other heading.</p>
431	<b>Payments under 10 000 French francs <sup>1</sup></b>	All receipts and expenditure under 10 000 French francs.
444	<b>Non-commercial cancellations</b>	Cancellations of non-commercial transactions, i.e. transactions in respect of which the initial settlements are covered by headings other than 011 to 019.
511	<b>French government <sup>2</sup></b>	<p>All payments made by or to the French Treasury.  <b>NB.</b> — This heading does not include transfers by or to the PTT (French Post Office) which is regarded as an intermediary.</p>
521	<b>Foreign governments <sup>2</sup></b>	<p>All receipts and expenditure by foreign diplomatic missions in France.            Upkeep of foreign troops and military delegations in France.            Other payments made by or to foreign governments.  <b>NB.</b> — This heading does not include the various charges, taxes and duties paid by residents to foreign governments or refunds of overpayments of such duties, which are covered by heading 551.</p>
551	<b>Unrequited transfers</b>	<p>Transfers of capital by immigrants or emigrants resulting from the sale of their movable or immovable property.            Transfers resulting from the realization of inheritances, from dowries or from donations.            Contributions to non-profit-making associations or organizations, and costs incurred by such groups.            Payments in respect of price equalizations laid down by international agreements.            Compensation for damage when the risks are not covered by an insurance policy.            War damage and other non-pension forms of compensation paid direct to residents by a foreign government.</p>

<sup>1</sup> The amounts declared under this code are broken down and distributed over various economic codes by the Bank of France on the basis of estimations.

<sup>2</sup> The amounts declared under these codes are broken down by the Bank of France on the basis of data derived from external sources.

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
		<p>Sureties and compensation for cancellation of contracts.            Literary, artistic or scientific prizes, prizes won by sports clubs, racing stables, etc.            Cash prizes in lotteries.            French contributions to the operating costs of international organizations.            Sundry charges, taxes and duties paid by residents to foreign governments, and refunds by such governments of over-payments.            Donations, collections and financial assistance for individuals or legal entities.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include transfers of salaries by employees for their own benefit or the benefit of their families, these being covered by heading 333.</p>
		<p><b>PRIVATE FRENCH INVESTMENT ABROAD</b></p>
<b>611</b>	<b>Short-term loans</b>	<p>Loans with a duration of one year or less granted by resident individuals or legal entities governed by private law to any non-resident.            Advances granted by resident enterprises to non-resident establishments which they control.            Repayments of such loans and advances.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include financial transactions by intermediaries.</p>
<b>612</b>	<b>Asset formation</b>	<p>Formation of assets abroad by resident clients: sight deposits, fixed-term deposits, advance-notice deposits, cash vouchers, treasury bonds, foreign treasury bills, regardless of maturity.            Realization of such assets.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include financial transactions by intermediaries.</p>
<b>621</b>	<b>Long-term loans</b>	<p>Loans with a duration of more than one year granted by resident individuals or legal entities governed by private law to any non-resident.            Loans by resident oil companies to their subsidiaries or branches abroad, even though the latter may belong to a joint association for oil prospecting abroad.            Repayments of such loans.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— transfers of funds characterized as 'funding of branches', these being covered by heading 631;</li> <li>— financial transactions by intermediaries.</li> </ul>

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>631</b>	<b>Direct investment (as defined by Art. 2-3 of Decree No 67-78 of 27 January 1967)</b>	<p>Direct investment abroad by resident individuals or legal entities governed by private law.</p> <p>Funding of branches abroad (including branches of intermediaries).</p> <p>Co-production of films.</p> <p>Direct participation (shares, advances, etc.) by a resident oil company in a joint association for oil prospecting abroad.</p> <p>Total or partial realization of such investments.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include investments in real estate, which are covered by heading 632.</p>
<b>632</b>	<b>Investments in real estate</b>	<p>Purchases abroad of land (developed or undeveloped).</p> <p>Financing of new buildings or structures by means other than loans.</p> <p>Realization of such investments.</p>
<b>680</b>	<b>Issues</b>	<p>All transactions relating to the issuing of fixed-yield or variable-yield securities (debentures, loans and Government or local authority bonds; shares, etc.) by non-resident companies or organizations, regardless of the place of issue and the currency in which they are denominated.</p>
<b>684</b>	<b>Negotiations</b>	<p>All transactions relating to the negotiation (acquisition or transfer) of quoted or unquoted transferable securities issued by non-residents including redemptions on the stock exchange.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include negotiations falling within the category of direct investment (cf. code 631).</p>
<b>688</b>	<b>Redemptions</b>	<p>All transactions relating to the redemption of securities issued by non-residents, excluding redemptions on the stock exchange (cf. code 684).</p>

#### PRIVATE FOREIGN INVESTMENT IN FRANCE

<b>711</b>	<b>Short-term loans</b>	<p>Loans with a duration of one year or less granted by any non-resident to resident individuals or legal entities governed by private law.</p> <p>Advances granted by non-resident enterprises to establishments which they control in France.</p> <p>Repayments of such loans and advances.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include financial transactions by intermediaries.</p>
------------	-------------------------	---

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>721</b>	Long-term loans	<p>Loans with a duration of more than one year granted by any non-resident individuals or legal entities governed by private law.</p> <p>Loans by non-resident oil companies to their subsidiaries or branches, even though the latter may belong to a joint association for oil prospecting.</p> <p>Repayments of such loans.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include:  — transfers of funds characterized as 'funding of branches', these being covered by heading 731;  — financial transactions by intermediaries.</p>
<b>731</b>	Direct investment (as defined by Art. 2-3 of Decree No 67-78 of 27 January 1967)	<p>Direct investment in France by non-resident individuals or legal entities governed by public or private law.</p> <p>Funding of branches in France (including branches of foreign banks).</p> <p>Direct participation (shares, advances, etc.) by a non-resident oil company in a joint association for oil prospecting.</p> <p>Total or partial realization of such investments.</p> <p><b>NB.</b> - This heading does not include investments in real estate, which are covered by heading 732.</p>
<b>732</b>	Investments in real estate	<p>Purchases in France of land (developed or undeveloped).</p> <p>Financing of new buildings or structures by means other than loans.</p> <p>Realization of such investments.</p>
<b>780</b>	Issues	<p>All transactions relating to the issuing of fixed-yield or variable-yield securities by resident companies or organizations, regardless of the place of issue and the currency in which they are denominated.</p>
<b>784</b>	Negotiations	<p>All transactions relating to the negotiation (acquisition or transfer) of quoted or unquoted transferable securities issued by residents, including redemptions on the stock exchange.</p> <p><b>NB.</b> — This heading does not include negotiations falling within the category of direct investment (cf. code 731).</p>
<b>788</b>	Redemptions	<p>All transactions relating to the redemption of securities issued by residents, excluding redemptions on the stock exchange (cf. code 784).</p>

<i>Code</i>	<i>Heading</i>	<i>Contents of heading</i>
<b>792</b>	Treasury bills	Acquisitions and transfers of French Treasury bills by non-resident clients. <b>NB.</b> – This heading does not include financial transactions by intermediaries.
<b>799</b>	Transactions in gold with non-residents	Settlements in respect of all buying, selling and arbitrage transactions in gold with non-residents (correspondents or clients) for the intermediary's own account or the account of the intermediary's resident clients, regardless of whether or not the gold has crossed the French customs frontier.





---

**Classification  
of Eurostat  
publications****1. General statistics (grey covers)**

1. General statistics
2. Regional general statistics
3. Third-country statistics

**2. National accounts,  
finance and balance of payments (violet covers)**

1. National accounts
2. Accounts of sectors
3. Accounts of branches
4. Money and finance
5. Regional accounts and finance
6. Balance of payments
7. Prices

**3. Population and social conditions (yellow covers)**

1. Population
2. Social conditions
3. Education and training
4. Employment
5. Social protection
6. Wages and incomes

**4. Industry and services (blue covers)**

1. Industry, general
2. Energy
3. Iron and steel
4. Transport and services

**5. Agriculture, forestry and fisheries (green covers)**

1. Agriculture, general
2. Agriculture, production and balances
3. Agriculture, prices
4. Agriculture, accounts
5. Agriculture, structure
6. Forestry
7. Fisheries

**6. Foreign trade (red covers)**

1. Nomenclature
2. Community trade, general
3. Trade with developing countries

**9. Miscellaneous (brown covers)**

1. Miscellaneous statistics
2. Miscellaneous information

---

**Classification  
des publications  
de l'Eurostat****1. Statistiques générales (couverture grise)**

1. Statistiques générales
2. Statistiques régionales générales
3. Statistiques des pays tiers

**2. Comptes nationaux,  
finances et balances des paiements (couverture violette)**

1. Comptes nationaux
2. Comptes des secteurs
3. Comptes des branches
4. Monnaie et finances
5. Comptes et finances régionaux
6. Balances des paiements
7. Prix

**3. Population et conditions sociales (couverture jaune)**

1. Population
2. Conditions sociales
3. Éducation et formation
4. Emploi
5. Protection sociale
6. Salaires et revenus

**4. Industrie et services (couverture bleue)**

1. Industrie, générale
2. Énergie
3. Sidérurgie
4. Transports et services

**5. Agriculture, forêts et pêche (couverture verte)**

1. Agriculture, générale
2. Agriculture, production et bilans
3. Agriculture, prix
4. Agriculture, comptes
5. Agriculture, structure
6. Forêts
7. Pêche

**6. Commerce extérieur (couverture rouge)**

1. Nomenclature
2. Échanges de la Communauté, général
3. Échanges avec les pays en voie de développement

**9. Divers (couverture brune)**

1. Statistiques diverses
  2. Informations diverses
-



Communautés européennes — Commission  
European Communities — Commission

**Méthodologie de la balance des paiements de la France**  
**Balance of payments methodology of France**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1984 — 123 pp. — 16,2 x 22,9 cm

Comptes nationaux, finances et balance des paiements (couverture violette)  
National accounts, finance and balance of payments (violet cover)

EN/FR

ISBN 92-825-4266-1

Cat.: CA-40-84-084-2A-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue • Price (excluding VAT) in Luxembourg  
ECU 21,71 BFR 1 000 FF 150 IRL 15.90 UKL 12.40 USD 18

Cette publication expose les concepts, définitions et méthodes utilisés pour l'établissement de la balance des paiements de la France.

This publication explains the concepts, definitions and methods used for the compilation of the balance of payments of France.



**Salg og abonnement · Verkauf und Abonnement · Πωλήσεις και συνδρομές · Sales and subscriptions  
Vente et abonnements · Vendita e abbonamenti · Verkoop en abonnementen**

---

**BELGIQUE / BELGIË**

---

**Moniteur belge / Belgisch Staatsblad**  
Rue de Louvain 40-42 / Leuvensestraat 40-42  
1000 Bruxelles / 1000 Brussel  
Tél. 512 00 26  
CCP / Postrekening 000-2005502-27

Sous-dépôts / Agentschappen:

**Librairie européenne /  
Europese Boekhandel**  
Rue de la Loi 244 / Wetstraat 244  
1040 Bruxelles / 1040 Brussel

**CREDOC**

Rue de la Montagne 34 / Bergstraat 34  
Bte 11 / Bus 11  
1000 Bruxelles / 1000 Brussel

---

**DANMARK**

---

**Schultz Forlag**

Møntergade 21  
1116 København K  
Tlf: (01) 12 11 95  
Girokonto 200 11 95

---

**BR DEUTSCHLAND**

---

**Verlag Bundesanzeiger**

Breite Straße  
Postfach 10 80 06  
5000 Köln 1  
Tel. (02 21) 20 29-0  
Fernschreiber:  
ANZEIGER BONN 8 882 595

---

**GREECE**

---

**G.C. Eleftheroudakis SA**

International Bookstore  
4 Nikis Street  
Athens (126)  
Tel. 322 63 23  
Telex 219410 ELEF

Sub-agent for Northern Greece:

**Molho's Bookstore**

The Business Bookshop  
10 Tsimiski Street  
Thessaloniki  
Tel. 275 271  
Telex 412885 LIMO

---

**FRANCE**

---

**Service de vente en France des publications  
des Communautés européennes**

**Journal officiel**  
26, rue Desaix  
75732 Paris Cedex 15  
Tél. (1) 578 61 39

---

**IRELAND**

---

**Government Publications Sales Office**

Sun Alliance House  
Molesworth Street  
Dublin 2  
Tel. 71 03 09

or by post

**Stationery Office**

St Martin's House  
Waterloo Road  
Dublin 4  
Tel. 78 96 44

---

**ITALIA**

---

**Licosa Spa**

Via Lamarmora, 45  
Casella postale 552  
50 121 Firenze  
Tel. 57 97 51  
Telex 570466 LICOSA I  
CCP 343 509

Subagente:

**Libreria scientifica Lucio de Bisio - AEIOU**

Via Meravigli, 16  
20 123 Milano  
Tel. 80 76 79

---

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

---

**Office des publications officielles  
des Communautés européennes**

5, rue du Commerce  
L-2985 Luxembourg  
Tél. 49 00 81 - 49 01 91  
Telex PUBOF - Lu 1322  
CCP 19190-81  
CC bancaire BIL 8-109/6003/200

**Messageries Paul Kraus**

11, rue Christophe Plantin  
L-2339 Luxembourg  
Tél. 48 21 31  
Télex 2515

---

**NEDERLAND**

---

**Staatsdrukkerij- en uitgeverijbedrijf**

Christoffel Plantijnstraat  
Postbus 20014  
2500 EA 's-Gravenhage  
Tel. (070) 78 99 11

---

**UNITED KINGDOM**

---

**HM Stationery Office**

HMSO Publications Centre  
51 Nine Elms Lane  
London SW8 5DR  
Tel. 01-211 3935

Sub-agent:

**Alan Armstrong & Associates**

European Bookshop  
London Business School  
Sussex Place  
London NW1 4SA  
Tel. 01-723 3902

---

**ESPAÑA**

---

**Mundi-Prese Libros, S.A.**

Castelló 37  
Madrid 1  
Tel. (91) 275 46 55  
Telex 49370-MPLI-E

---

**PORTUGAL**

---

**Livraria Bertrand, s.a.r.l.**

Rua João de Deus  
Venda Nova  
Amadora  
Tél. 97 45 71  
Telex 12709-LITRAN-P

---

**SCHWEIZ / SUISSE / SVIZZERA**

---

**Librairie Payot**

6, rue Grenus  
1211 Genève  
Tél. 31 89 50  
CCP 12-236

---

**UNITED STATES OF AMERICA**

---

**European Community Information  
Service**

2100 M Street, NW  
Suite 707  
Washington, DC 20037  
Tel. (202) 862 9500

---

**CANADA**

---

**Renouf Publishing Co., Ltd**

2182 St Catherine Street West  
Montreal  
Quebec H3H 1M7  
Tel. (514) 937 3519

---

**JAPAN**

---

**Kinokuniya Company Ltd**

17-7 Shinjuku 3-Chome  
Shinjuku-ku  
Tokyo 160-91  
Tel. (03) 354 0131

Price (excluding VAT) in Luxembourg • Prix publics au Luxembourg (TVA exclue)

ECU 21,71 BFR 1 000 FF 150 IRL 15.90 UKL 12.40 USD 18

ISBN 92-825-4266-1



KONTORET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS OFFICIELLE PUBLIKATIONER  
AMT FÜR AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN  
ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΕΠΙΣΗΜΩΝ ΕΚΔΟΣΕΩΝ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ  
OFFICE FOR OFFICIAL PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENES  
UFFICIO DELLE PUBBLICAZIONI UFFICIALI DELLE COMUNITÀ EUROPEE  
BUREAU VOOR OFFICIËLE PUBLIKATIES DER EUROPESE GEMEENSCHAPPEN



9 789282 542668